

enoromi

10

MANAGEMENT

**LILIANE
MASSALA**

*30 ans au service de la
République.*

ENQUÊTE

CPG : Pourquoi s'en vont-ils ?

ENTREPRENEURIAT

*Marius ASSOUMOU KEMP :
Le « Relais », pour passer le témoin.*



**SCANNEZ
LE QR CODE**

*Pour plus de contenu
sur notre site web
www.enoromi.com*

MAGAZINE GRATUIT



771473 968012 >

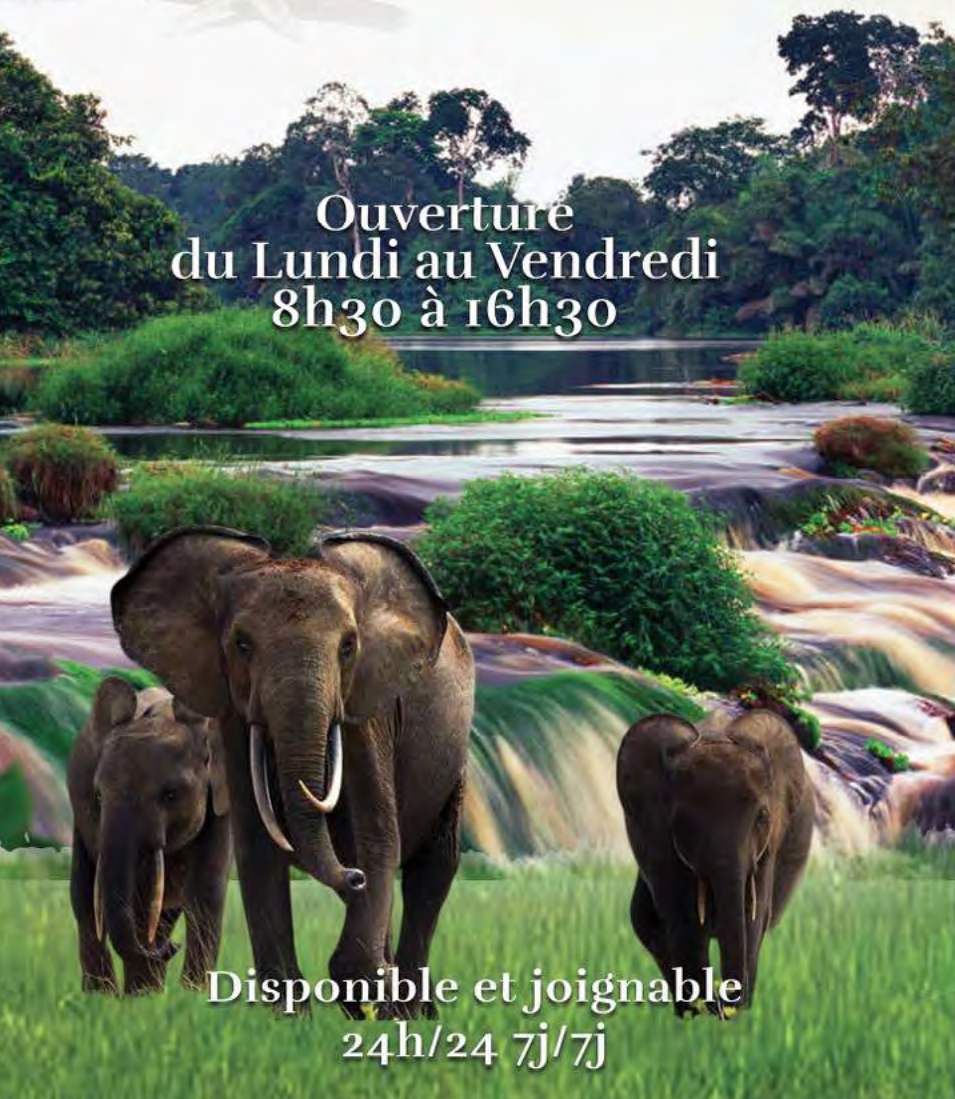
AV

Aelis Voyages

Votre partenaire de confiance



Ouverture
du Lundi au Vendredi
8h30 à 16h30



Disponible et joignable
24h/24 7j/7j



Billets d'avions



Assistance
aéroportuaire



Location de véhicules



Réservation d'hôtels



Forfait touristique



Visa en fonction
des destinations

+066 00 17 17 - 062 03 23 62
066 37 77 18

reservation@aelisvoyages.com

Libreville Gabon



contact@enoromi.com

Téléphone : +241 77 65 75 75

Directeur de publication

Dorine Henry M.

Rédacteur en chef

Seif Mostley

Graphisme & maquette

Davy MEGNIE  Think different

Webmaster

Simon Steven OBAME

Photographies

François ZIMA

Régie publicitaire

Prestige Com Premium
Téléphone : +241 77 65 75 75

Équipe de rédaction

Jean Paul Augé OLLOMO
Christian BOUA
Griffin ONDO

Tirage mensuel

5000 exemplaires

Imprimé par

Services Prestiges International

Points de distribution

À Libreville

Spa Yacine
La Maison de Lulu
Urban FM

Oyem

Hôtel Marguerite

Ont participé

Brice GOTOA
Mike DOUSSENGUI
Sveltana ADAH MENDOME
Fred EYO'O
Gloire ZN
DLG

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux

@Enoromi Magazine



ÉDITO

IL FAUT UNE RÉVOLUTION AGRICOLE POUR L'AVENIR DU CONTINENT

L'opération militaire de la Russie en Ukraine devrait impacter plus rudement le continent africain. Pour de nombreux experts, l'Afrique doit rapidement trouver des réponses efficaces face au défi de sa souveraineté alimentaire. Un contexte international qui peut être une opportunité pour les Africains de réévaluer leur potentiel agricole. Le continent représente plus de 60% des terres arables mondiales, mais elle réalise des importations alimentaires colossales. Une dépense qui tient des choix économiques peu orientés vers le développement du secteur agricole.

À un moment où le monde commence à se relever des bouleversements nés de la crise sanitaire de la Covid-19 et alors que la « guerre » russo-ukrainienne engage le monde à faire des choix stratégiques, comment l'Afrique pourrait-elle s'y prendre pour éviter une forte inflation des produits agricoles et une éventuelle crise alimentaire ? La réponse à cette question est assez délicate.

En effet, la valorisation des terres arables de l'Afrique est un sujet qui implique pour les États de mettre en place des politiques économiques conciliant production agricole et protection de l'environnement. Il faut dire que l'Afrique à l'image de l'Amérique latine est au centre d'une attention particulière en matière de développement durable. Les différents choix qu'elle sera amenée à faire pour assumer son autosuffisance alimentaire se feront sous le regard des lobbys environnementalistes. Ce qui implique pour les responsables politiques d'avoir du courage et de l'endurance. C'est maintenant qu'il faut engager les pays africains sur une voie qui permettrait de nourrir les 2,2 - 2,7 milliards d'habitants prévus pour 2050 sur le continent.

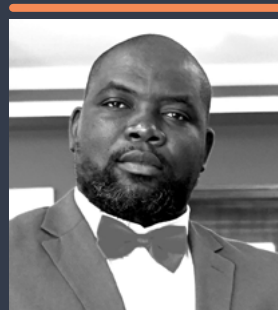
Les États africains ont investi 80 milliards de dollars dans leurs importations alimentaires en 2021 selon la FAO. Le Gabon a engagé 550 milliards de FCFA dans cette enveloppe. Un investissement qui met en évidence la faible production na-

tionale. Le pays importe près de 96% des denrées alimentaires. S'il faut reconnaître à l'État la mise en place du Programme GRAINE, il est utile de rappeler que les termes de ce dernier n'ont pas réussi à susciter une véritable adhésion des populations cibles. Il faut dès lors trouver de nouvelles stratégies pour créer une chaîne de valeur dans le monde agricole, d'abord paysan. Le monde rural, qui est de corps avec la pratique agricole souffre de l'oubli de la part des pouvoirs publics. Il dispose pourtant d'une masse critique d'expériences.

La difficile transition qui pourrait conduire à la pratique d'une agriculture moderne se rencontre dans l'absence de formation. Il importe de créer plus de centres

de formation pour tous les métiers possibles du secteur. La difficulté d'adhésion à la valorisation de la terre par les jeunes vient aussi de la représentation moyenâgeuse qu'ils ont de cette activité. La formation doit s'accompagner d'un projet d'investissement moyen ou long terme pour garantir le lancement des différents projets. L'accès facile aux crédits bancaires permettra la mécanisation, gage d'un meilleur rendement. La pratique artisanale a depuis longtemps prouvé qu'elle est incapable de remplir la mission de parvenir à l'autosuffisance alimentaire.

Aussi, des échecs des projets des années 1970-1980, il existe de vastes superficies consacrées à des plantations industrielles qui ont été abandonnées. Il est possible de réutiliser ces terres pour la mise en place des nouvelles politiques, ce qui éviterait d'avoir recours à la déforestation. Il n'est plus question de se lancer au hasard. Car, en observant la vitesse de l'évolution de nos centres urbains, l'Afrique, en général, et le Gabon en particulier, doivent trouver des solutions plus globales, capables de répondre à leurs besoins alimentaires. Dès lors, au regard du contexte et de l'urgence, appeler à une révolution agricole n'est pas exagéré. ●



Seif Mostley
Rédacteur en chef

Sommaire



07

Actualité.

Expo Dubaï 2020 :
Le prix d'argent pour le Gabon aux Émirats arabes unis.

ACTUALITÉS

06 Agriculture :

Cacao sous-ombrage : Une solution à la pauvreté au Woleu-Ntem.

07 Expo Dubaï 2020 :

Le prix d'argent pour le Gabon aux Émirats arabes unis.

08 Logistique :

Pour 5,7 milliards d'euros, le Groupe Bolloré cède ses activités en Afrique.

09 Électrification rurale :

200 000 nouveaux foyers électrifiés d'ici à 2027.

ENTREPRENEURIAT

16 Marius ASSOUMOU KEMP :

Le « Relais », pour passer le témoin.

ENQUÊTE

20 CPG : Pourquoi s'en vont-ils ?

PUBLIREPORATGE

24 CEMAC :

Une conférence internationale à Libreville pour assoir l'intégration régionale.



10

A la Une.

Liliane MASSALA

30 ans au service de la République.

Après sa réélection à la magistrature suprême en 2016, le Président Ali BONGO ONDIMBA faisait de la décennie de la femme un volet fort de sa gouvernance. La matérialisation de cette approche genre n'a pas tardé à être effective. Une femme est nommée pour la première fois à la tête du gouvernement et leur nombre dans l'équipe augmente. C'est clairement dans cette optique que le Chef de l'État a confié en 2020 l'une des plus importantes représentations diplomatiques du Gabon à une femme, Liliane MASSALA. Enoromi Magazine a rencontré pour vous cette chevronnée de l'administration gabonaise.



16

Entrepreneuriat.

Marius ASSOUMOU KEMP :
Le « Relais », pour passer le témoin.

DOSSIER

26 Grippe aviaire :
La filière avicole de nouveau en danger ?

MAIS ENCORE...

30 Lyssa AK
Un serial entrepreneur au féminin.

DEVELOPPEMENT PERSONNEL

32 Développement personnel :
Un outil indispensable pour l'accomplissement de soi.

SPORT

34 Football :
Les principaux chantiers du vainqueur de l'élection de la Fegafoot.

36 Championnat Scolaire et Universitaire :
Vers une renaissance du sport à l'école.

CULTURE

38 Restitution des «biens coloniaux mal acquis» :
Le Gabon à la traine.

DÉCOUVERTE

40 Hôpital de Bongolo :
L'action missionnaire au service du peuple de Dieu.

ZOOM SUR

42 Fresnel MAMBOUNDOU :
Le trait d'union entre entrepreneuriat social solidaire et engagement civique.

INTERNATIONAL

44 Célibat des prêtres dans l'église catholique :
La réforme impossible ?



38

Culture.

Restitution des «biens coloniaux mal acquis» :
Le Gabon à la traine.

Actualités



Agriculture : Cacao sous-ombrage : Une solution à la pauvreté au Woleu-Ntem.



Soucieux d'améliorer la productivité des exploitations de cacao villageoises, mais surtout d'encourager la pratique de l'agroforesterie pour une production de qualité, durable et sans déforestation, l'ONG Brainforest en partenariat avec l'association française Noé et l'entreprise Olam a organisé le 30 mars 2022 dans la ville d'Oyem, une journée porte ouverte sous le thème : « Mobilisation des petits producteurs villageois de la province du Woleu-Ntem dans la culture du cacao sous-ombrage ». L'objectif était d'informer les petits producteurs villageois sur l'existence d'un modèle de développement économique villageois, avec l'agroforesterie à base de cacao sous-ombrage, pour lutter contre la pauvreté tout en valorisant la biodiversité.

La filière cacao au Gabon connaît depuis plusieurs années des difficultés structurelles et organisationnelles qui ont conduit à la chute de la production au niveau national. Les petits producteurs villageois qui étaient par le passé les principales forces de production ont abandonné les plantations de cacao au profit d'autres cultures de subsistance. En l'absence d'alternatives économiques pérennes, les communautés locales ont vu leurs conditions de vie se dégrader faute de moyens conséquents. Afin de renverser la tendance et de contribuer à la lutte contre la déforestation et la pauvreté en milieu rural, Brainforest, avec l'appui technique et financier de l'association française Noé et le WWF, exécute le projet « Cacao sous-ombrage comme développement économique zéro déforestation pour les communautés du Gabon ».

Ce projet exécuté dans sa phase pilote dans la province du Woleu-Ntem, plus précisément au département du Haut-Ntem (Minvoul), a pour enjeu central de démontrer qu'il existe un modèle de développement économique villageois, avec l'agroforesterie à base de cacao sous-ombrage, qui permet de lutter contre la pauvreté, tout en valorisant la biodiversité, en luttant contre la déforestation et en améliorant la conservation des réserves naturelles.

Ainsi, le 30 mars 2022, dans le cadre d'une journée porte ouverte dans la ville d'Oyem, une trentaine de petits producteurs villageois ont été édifiés sur les causes et conséquences de la déforestation ; l'importance de l'agroforesterie pour les communautés villageoises ; les avantages d'une société coopérative et le processus de sa reconnaissance juridique ; les principales actions et initiatives du ministère de l'Agriculture dans le Woleu-Ntem.

L'agroforesterie, une solution viable contre la déforestation ?

En réponse aux impacts de la culture du cacao sur les forêts tropicales, l'une des solutions souvent avancées est la pratique d'une forme d'agroforesterie. Le principe en est simple : le cacaoyer étant lui-même un arbre tropical dont

la culture et la productivité ne sont pas incompatibles avec l'ombrage procuré par d'autres arbres, il est envisageable de produire du cacao en association avec une certaine quantité de ces autres arbres, limitant ainsi la réduction du couvert forestier.

Le projet et les perspectives de changement

Le projet cacao sous ombrage comporte trois objectifs spécifiques : restaurer les forêts dégradées et la productivité cacaoyère sous ombrage, selon un modèle d'adaptation au changement climatique « zéro déforestation » à travers la réhabilitation de 100 ha d'anciennes plantations et la création de 4 hectares de nouvelles plantations agroforestières en les associant à des produits forestiers ligneux et non ligneux (PFNL) ; promouvoir une production rentable et de qualité par la fourniture d'équipements et d'un matériel végétal performant et par le renforcement de capacités de 50 producteurs sur les bonnes pratiques agricoles et améliorer la valeur et la commercialisation du cacao sous ombrage, diversifier les revenus des producteurs par la collecte, la transformation et la commercialisation durables des produits forestiers non ligneux ; analyser les produits forestiers non ligneux disponibles pouvant être transformés en huile et en beurre et ayant des capacités de commercialisation importantes sur le marché local et international.

« À terme, il devrait permettre de booster l'économie en milieu rural, de relancer le développement au niveau des villages, de freiner l'exode rural, de relancer la filière cacao, et de redonner aux petits producteurs, aux villageois des ressources pour être autonome », a déclaré le chef de projet Cacao sous ombrage à Brainforest, Ariole MEYE ME NDONG, précisant que ledit projet allie à la fois les préoccupations environnementales et le renforcement du pouvoir d'achat des populations en zone rurale. ●

Expo Dubaï 2020 : Le prix d'argent pour le Gabon aux Émirats arabes unis.



L'Expo Dubaï 2020, tenue du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022 aux Émirats arabes unis, sous le thème « Connecter les esprits, Construire le futur », a permis de récompenser plusieurs pays participants. Le Gabon y a remporté le prix d'argent dans la catégorie de l'interprétation du thème, dans le sous-thème de Durabilité avec « Créons un avenir durable ». Cette énième récompense du Gabon à l'internationale est le fruit des efforts consentis par les autorités du pays pour la protection de la biodiversité.

Le Gabon a pris part aux Émirats arabes unis du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022 à l'Expo Dubaï 2020, la première exposition universelle organisée au Moyen-Orient. Le pays a été récompensé à la clôture de ce plus grand événement à l'échelle mondiale depuis le début de la pandémie de Covid-19. Il remporte le prix d'argent dans la catégorie de l'interprétation du thème, dans le sous-thème de Durabilité avec « Créons un avenir durable ».

Ces prix honorent les participants officiels pour leurs contributions et leurs efforts en faveur du développement du thème de l'Expo, de la durabilité et de l'éducation du public. Avec pour thème principal : « Connecter les esprits, Construire le futur », cette exposition s'est articulée autour des sous-thèmes Opportunité, Mobilité et Durabilité.

Les participants à cette exposition ont été primés dans 3 catégories de pavillons (loués ; construits par les participants ; et districts thématiques), puis 3 catégories de prix (architecture et paysage ; design de l'exposition ; et interprétation du thème). Le Gabon avait postulé dans la liste des pavillons loués et dans la catégorie interprétation du thème. Le pays était en compétition avec le Vietnam, l'Afghanistan, la Grèce, l'Afrique du Sud, la Croatie, la Turquie, l'Argentine et la Syrie. Le Gabon a obtenu le deuxième prix (argent), derrière la Syrie (or) et devant le Vietnam (bronze). Ce prix du pavillon Gabon a été remis à son commissaire général, Gabriel NTOUGOU.



Un prix pour les richesses forestières du Gabon et la protection de la nature

Les membres du jury ont fait le tour des pavillons pendant 9 semaines pour désigner les vainqueurs. Ils ont entre autres, pris en compte la manière dont la mise en œuvre et l'interprétation du thème par les participants contribuent à des solutions efficaces en matière de durabilité. Le Gabon est récompensé sur les aspects environnementaux reflétant la protection de la nature et développement durable. Car le pays est considéré comme un modèle en matière de gestion de ses forêts dans le bassin du Congo.

Le Gabon est engagé depuis plusieurs années dans la lutte contre le changement climatique et la protection de l'environnement. Les efforts du pays qui se traduisent entre autres par la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre le changement climatique ont été récemment récompensés par la Norvège. Ce pays européen a décidé de lui octroyer un financement de 17 millions de dollars soit environ 9,3 milliards de FCFA.

Le Gabon est le tout premier pays d'Afrique admis à être rétribué pour ces efforts. À noter que le Gabon dispose d'un couvert forestier qui représente aujourd'hui 88% de la superficie du pays. Il a absorbé 105 millions de tonnes de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère en 2020, selon les données du ministère gabonais en charge de l'Environnement. Ce qui fait du Gabon le pays ayant absorbé le plus de CO₂ net au monde.

À propos d'Expo Dubaï 2020

Cette exposition universelle est le plus grand rassemblement culturel du monde. Plus de 192 pays ont participé à l'Expo 2020 de Dubaï ouverte sur une période de six mois. Il s'agit de la première exposition mondiale à se tenir dans la zone MEASA (Moyen-Orient, Afrique, Asie du Sud). Et il aura fallu attendre un an de plus pour pouvoir la visiter à cause de la pandémie de la Covid-19.

Expo Dubaï 2020 devait se tenir originellement du 20 octobre 2020 au 10 avril 2021, mais du fait de la pandémie de Covid-19, le Bureau international des expositions (BIE) ainsi que le comité d'organisation, avec le soutien de nombreux pays, ont étudié la possibilité d'un report. Un vote a été organisé entre le 24 avril et le 29 mai 2020, afin de statuer sur un éventuel report. La décision de report a finalement été annoncée par le BIE le 4 mai 2020 et l'exposition s'est tenue du 1er octobre 2021 au 31 mars 2022.

Expo Dubaï 2020 a été une occasion pour le Gabon d'exposer la richesse de ses forêts, ainsi que les efforts consentis pour leur protection. Ainsi les 25 millions de visiteurs de cet événement ont pu découvrir les richesses culturelles du Gabon ainsi que sa biodiversité dans le Pavillon Gabon. Ce prix vient renforcer la reconnaissance du Gabon sur la scène internationale, en tant qu'acteur primordial en matière de développement durable. ●

Brice GOTOA

Actualités



Logistique : Pour 5,7 milliards d'euros, le Groupe Bolloré cède ses activités en Afrique.



Le 31 mars 2022 à travers un communiqué, Bolloré Afrique Logistics a annoncé avoir conclu un accord avec le groupe suisse MSC pour la cession de 100% de ses activités de transport et de logistique en Afrique, et notamment au Gabon, pour 5,7 milliards d'euros. Le groupe français cède 16 terminaux portuaires, trois lignes ferroviaires et tout un réseau logistique composé de ports secs et d'entrepôts de stockage installés à travers le continent.

Le groupe français Bolloré Africa Logistics a cédé son réseau africain de concessions portuaires, d'entrepôts et de hubs routiers et ferroviaires à Mediterranean Shipping Company (MSC) pour 5,7 milliards d'euros, soit 3740 milliards de FCFA. Mais selon un communiqué de l'entreprise rendu public le 31 mars 2022, la concrétisation de cette opération est encore « conditionnée à l'obtention d'autorisation réglementaire et à l'avis des autorités de la concurrence compétentes ». La conclusion de cette transaction devrait intervenir « d'ici la fin du premier trimestre 2023 », espère Bolloré.

Ainsi, l'entreprise se sépare de 16 terminaux portuaires, de trois lignes ferroviaires et de tout un

réseau logistique composé de ports secs et d'entrepôts de stockages installés dans 20 pays du continent. « L'acquisition de Bolloré Africa Logistics confirme l'engagement de long terme du Groupe MSC pour investir en Afrique et renforcer les chaînes d'approvisionnement sur le continent, tout en le reliant au reste du monde », précise MSC dans un communiqué.

Le Groupe Bolloré ne se sépare pas totalement de l'Afrique. L'entreprise affirme qu'elle va conserver sa présence importante sur le continent notamment à travers Canal+, et compte poursuivre son développement en Afrique dans les secteurs de la communication, du divertissement, des télécoms et de l'édition.

Le résultat d'intenses négociations entre les deux groupes

Le 20 décembre 2021, Bolloré a annoncé avoir reçu une offre du Groupe MSC pour l'acquisition de 100 % de Bolloré Africa Logistics, regroupant l'ensemble des activités de transport et de logistique du Groupe Bolloré en Afrique, sur la base d'une valeur d'entreprise, nette des intérêts minoritaires, de 5,7 milliards d'euros. Bolloré a consenti une exclusivité au Groupe MSC jusqu'au 31 mars 2022 afin que ce dernier puisse, à l'issue d'une

phase d'audit complémentaire et de négociations contractuelles, lui remettre, le cas échéant, une promesse d'achat.

La décision de Bolloré d'exercer cette promesse et la signature des accords y afférents ne pourraient intervenir qu'à l'issue des procédures d'information et de consultation des instances représentatives du personnel compétentes et de certaines opérations de réorganisation internes au Groupe Bolloré. La réalisation de la cession serait soumise à l'obtention d'autorisations réglementaires et des autorités de la concurrence compétentes ainsi qu'à l'accord de certaines des contreparties de Bolloré Africa Logistics.

De très bons résultats en 2021 pour Bolloré

La cessation des activités du groupe Bolloré en Afrique intervient dans un contexte où le Groupe français a réalisé d'excellents résultats en fin décembre 2021. Le Conseil d'administration de Bolloré, réuni le 10 mars 2022, a arrêté les comptes de l'exercice 2021. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2021 s'élève à 19 771 millions d'euros en croissance de 18% à périmètre et taux de change constants.

Le résultat opérationnel ajusté est de 1 339 millions d'euros, +77% à périmètre et change constants, porté par les très bonnes performances des secteurs Transport et Logistique (785 millions d'euros, +32%) et Communication (748 millions d'euros, +121%). Aussi, le Résultat net pointe à 20 224 millions d'euros, intégrant 19 987 millions d'euros de plus-value de déconsolidation de 70% d'Universal Music Group (UMG). Le résultat net part du Groupe est de 6 062 millions d'euros.

Opérateur portuaire de tout premier plan proposant des services maritimes et son expertise en logistique portuaire, Bolloré Transport & Logistics au Gabon est le spécialiste de la logistique et des grands projets industriels. ●

Brice GOTOA



Électrification rurale : 200 000 nouveaux foyers électrifiés d'ici à 2027.



Le gouvernement gabonais et l'entreprise Engie Energy Access ont signé un accord de partenariat pour la fourniture de kits solaires et d'équipements électriques pour les ménages en zones périurbaines et rurales. Cet accord devrait permettre d'électrifier d'ici à 5 ans près de 200 000 nouveaux ménages non alimentés par la SEEG.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Alain-Claude BILIE-BY-NZE et sa collègue de l'Économie et de la Relance, Nicole Jeanine Lydie ROBOTY MBOU, ont signé le 15 mars 2022 à Libreville avec l'énergéticien français Engie Energy Access un accord de partenariat dans le cadre de l'électrification rurale au Gabon. Cette signature devrait permettre d'ici 5 ans d'alimenter près de 200 000 ménages non alimentés par la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG). Ce, à travers le projet « Développement sur l'ensemble du territoire gabonais du programme d'électrification rurale et périurbaine non connectée au Réseau public d'électricité ».

Selon le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, il s'agit d'apporter des solutions aux problèmes auxquels les Gabonais sont confrontés, quels que soient leurs lieux d'habitation. « Avec Engie, une phase pilote va débuter le mois d'avril prochain sur 2 ou 3 mois avant le démarrage définitif de la fourniture d'énergie dans les dites zones. L'objectif est d'atteindre à peu près 200 000 personnes dans les 5 prochaines années », a indiqué

Alain-Claude BILIE-BY-NZE. Cette électrification participera ainsi au développement économique des localités rurales au Gabon, à moyen et long termes, grâce à une capacité additionnelle de 17 mégawatts.

Engie est l'un des principaux fournisseurs de solutions prépayées et de mini-réseaux en Afrique. Cette convention a pour objectif d'électrifier les foyers situés hors réseau public d'électricité dans tout le pays. Cela grâce à la vente, l'installation, la maintenance et la distribution de systèmes solaires domestiques de haute qualité qui pourraient alimenter des villages entiers en permanence.

Favoriser l'accès à l'énergie à toute la population

Ce projet s'emploie à développer l'installation d'équipements solaires domestique en zones rurales et périurbaines, notamment dans les zones non traversées par un réseau public d'électricité. Selon le chef des opérations, Maxime MARION, il s'agit de « répliquer tout ce que nous avons pu apprendre ailleurs au contexte gabonais, faciliter et accélérer le déploiement de ces solutions de par cet accord avec l'État ».

La société Engie promet de fournir des solutions énergétiques abordables, fiables et durables, ainsi que des services qui changent la vie. « Grâce à ce partenariat avec le ministère en charge de l'Énergie du Gabon nous sommes maintenant dans la capacité de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de milliers de Gabonaises et Gabonais », a souligné Gillian-Alexandre HUART, président directeur général d'Engie Energy Access.

Pour le gouvernement gabonais, ce projet aura un impact considérable, d'autant qu'il profitera aux communautés dans les domaines de l'éducation, soins de santé, petit commerce, entrepreneuriat et bien plus. « Le gouvernement gabonais a accordé un régime fiscal à un taux privilégié sur les produits solaires

importés dans le pays. Cette initiative nous permet de proposer, aux ménages gabonais, nos produits à des prix encore plus abordables », a indiqué Alain-Claude BILIE-BY-NZE avant d'ajouter « En d'autres termes, nous prévoyons une amélioration significative des conditions de vie générale de la population ».

Engie Energy Access, un acteur incontournable

La société Engie est devenue un acteur clé dans l'électrification rurale au Gabon. En février 2020, l'entreprise a lancé, en partenariat avec la Caisse des dépôts et de consignation (CDC), la construction de 8 centrales solaires hybrides dans des communes isolées du Nord-Ouest. C'est un projet-pilote majeur dans l'accès à l'énergie de villages isolés et pour l'environnement.

Ces 8 centrales solaires permettront d'économiser par an un million de litres de fuel, soit 2 600 tonnes de CO₂, et de réduire les coûts de production de 30%. Grâce à leur emplacement à proximité de villages isolés, elles fourniront près de 1 600 foyers. Leur technologie constitue une innovation majeure pour le pays qui s'est ainsi lancé dans le développement, pour la première fois, des compétences dans l'énergie solaire photovoltaïque.

Pour le gouvernement, l'accès à l'électrification demeure une préoccupation majeure, car elle interagit sur les populations. Aussi, la mise en œuvre des projets d'électrification rurale en vue de résorber les disparités d'accès aux services d'électricité entre le milieu urbain et la zone rurale devrait s'intensifier dans le pays. Cette initiative va couvrir les zones non alimentées par la SEEG sur le territoire national. ●

Brice GOTOA

► MANAGEMENT

LILIANE MASSALA

30 ans au service de la République.

Après sa réélection à la magistrature suprême en 2016, le Président Ali BONGO ONDIMBA faisait de la décennie de la femme un volet fort de sa gouvernance. La matérialisation de cette approche genre n'a pas tardé à être effective. Une femme est nommée pour la première fois à la tête du gouvernement et leur nombre dans l'équipe augmente. C'est clairement dans cette optique que le Chef de l'État a confié en 2020 l'une des plus importantes représentations diplomatiques du Gabon à une femme, Liliane MASSALA. Enoromi Magazine a rencontré pour vous cette chevronnée de l'administration gabonaise.



ENOROMI MAGAZINE

Vous avez été nommée le 3 septembre 2020, Ambassadeur du Gabon en France et Représentant du Gabon auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), avec juridiction sur la République du Portugal, la Principauté d'Andorre et la Principauté de Monaco. Qui est Liliane MASSALA ? Parlez-nous de votre parcours professionnel.

Liliane MASSALA

Je voudrais d'abord vous remercier de l'opportunité que vous m'offrez de m'adresser à vos lecteurs que j'imagine très nombreux, et certainement à la faveur de ces échanges, parler des enjeux et de la politique diplomatique de la République gabonaise, notamment par le prisme de la Haute Représentation en France dont j'ai aujourd'hui l'honneur de diriger depuis le 3 septembre 2020, comme vous venez de le rappeler.

Qui suis-je ? Bien qu'il ne soit pas toujours aisé de parler de soi-même, je vais tenter de le faire très modestement pour dire que, pour arriver aux fonctions qui ont été les miennes durant ces 30 dernières années, j'ai eu dans ma trajectoire un cursus et une expérience qui me confèrent un profil justifiant certainement des responsabilités que les plus hautes autorités de mon pays m'ont confiées jusqu'ici.

J'ai passé 25 années à la Présidence de la République, d'abord, au cabinet de S.E El Hadj Omar BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'État, où j'ai exercé les fonctions de Conseiller, Conseiller personnel, Directeur de Cabinet adjoint, de 1987 à 2009, ensuite, au sein du cabinet de S.E. Monsieur Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, Chef de l'État qui m'a nommée Conseiller au département des Relations internationales de 2009 à 2012. De 2012 à 2014, j'ai occupé les fonctions de Secrétaire général adjoint du ministère en charge des Affaires sociales, puis, de 2014 à 2020, celles de Secrétaire général du ministère de la Communication et de l'Économie numérique. Il s'agit là d'un parcours qui m'a permis de disposer d'une connaissance assez complète de la gestion de la chose publique. Au-delà de ce que la



nomination aux fonctions d'Ambassadeur relève du pouvoir discrétionnaire du Président de la République, Chef de l'État, ce parcours pourrait avoir guidé le choix porté sur ma modeste personne pour mes actuelles fonctions.

ENOROMI MAGAZINE

C'est seulement le 12 avril 2021 que vous avez présenté vos Lettres de créance au Président Emmanuel MACRON, conformément aux usages diplomatiques, entrant à ce titre officiellement dans vos fonctions. Comment un Ambassadeur vit-il les mois qui précèdent cette cérémonie ?

Liliane MASSALA

Conformément aux dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, en son article 13, alinéa

2 et suivant les usages en vigueur, en attendant la cérémonie de remise de mes Lettres de créance intervenue le 12 avril 2021, j'ai reçu, le lendemain de mon arrivée à l'Ambassade en octobre 2020, la visite du Directeur du protocole du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. C'est à l'occasion de cette visite de courtoisie que je me suis pliée à la formalité protocolaire de remise des copies figurées des Lettres de créance qui m'accréditent auprès du Président de la République d'accueil qu'est la France. Cette importante disposition me permet de prendre officiellement mes fonctions et de rencontrer les autorités françaises à l'exception du Président de la République, du Premier ministre, Chef du gouvernement et des Présidents des deux Chambres du Parlement.



ENOROMI MAGAZINE

Madame l'Ambassadrice, la Représentation diplomatique du Gabon en France est l'une des plus importantes au regard de la relation historique entre les deux pays. Pouvez-vous nous donner une photographie actualisée des relations bilatérales entre le Gabon et la France ?

Liliane MASSALA

Il convient de rappeler, comme vous le soulignez, que les relations entre le Gabon et la France sont séculaires et multiformes, pour des raisons qui tiennent aussi bien à l'histoire qu'à différents enjeux. Celles-ci peuvent s'apprécier sous différents aspects, notamment politiques, de défense et de sécurité ainsi que de coopération économique, culturelle, sociale, scientifique et universitaire. La nature privilégiée de ces différents rapports a permis de les inscrire dans un cadre juridique porté par de nombreux accords et traités conçus dans un esprit de dialogue permanent, de confiance, de respect de nos intérêts réciproques.

Bien que l'impact de la pandémie de Covid-19 ait exigé de contextualiser ces relations dans un certain nombre de secteurs, dont les flux migratoires, les deux parties ont toujours travaillé en bonne intelligence pour leur renforcement.

ENOROMI MAGAZINE

Depuis l'accession au pouvoir du Président Ali BONGO ONDIMBA, le Gabon est résolument tourné vers une diversification de son économie. À ce titre, le pays s'est progressivement ouvert à d'autres partenaires autres que son allié historique, la France. Comment le Quai d'Orsay apprécie-t-il cette stratégie, quand on connaît le poids des entreprises françaises dans l'économie gabonaise ?

Liliane MASSALA

Cette question me donne l'occasion de mettre fin à certains sons de cloches qui se profèrent malencontreusement ici et là des absurdités sur un prétendu relâchement des relations entre le Gabon et la France, au profit d'autres partenaires. Ceci n'est qu'une interprétation erronée et en déphasage avec la nouvelle politique gabonaise d'ouverture et d'orientation économique, mise en place depuis 2009.

En effet, dès son accession à la magistrature suprême en 2009, le Président de la République, Chef de l'État, S.E Monsieur Ali BONGO ONDIMBA a mis en place une nouvelle dynamique de développement de notre pays, en impulsant des réformes novatrices portées par des programmes de diversification de

l'économie. Cette nouvelle vision affirmée dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) dispose d'un volet partenarial dont l'atteinte des objectifs est portée par l'instauration d'une véritable diplomatie économique. Par voie de conséquence, il a fallu s'ouvrir à de nouveaux partenariats, en s'appuyant notamment sur des partenariats publics-privés.

Cette orientation consiste parallèlement à consolider les collaborations avec d'anciens partenaires, et le renforcement de la coopération avec la France s'inscrit évidemment dans cette optique. Quoi que l'on dise, la France reste le premier partenaire du Gabon, avec un niveau de coopération très appréciable et une forte présence dans la quasi-totalité des secteurs majeurs de l'économie gabonaise comme les infrastructures aéroportuaires, portuaires et routières, l'éducation et la formation professionnelle, l'environnement, le bâtiment, les travaux publics, l'exploitation forestière, l'extraction minière, les hydrocarbures, l'importation des biens d'équipement et de consommation, etc. De nombreux projets menés par l'Agence française de Développement (AFD) comptent en grande place dans le tissu économique de notre pays.

Dans ce même cadre, la France occupe toujours une place de choix dans le domaine social, avec des actions de renforcement de la planification sanitaire, d'amélioration de la santé familiale et de financement des microprojets, dans le cadre du Fonds social de développement (FSD), dans le domaine scientifique et culturel, notamment par un appui logistique, l'assistance technique, des apports à la recherche scientifique.

ENOROMI MAGAZINE

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dont le Gabon est membre a elle aussi à sa tête une femme, Louise MUSHIKI WABO, depuis janvier 2019. Avez-vous déjà eu l'occasion d'échanger avec elle ? Quelle est la place du Gabon au sein de cette grande organisation ?

**Liliane MASSALA**

L'Ambassadeur Haut Représentant du Gabon en France étant également Représentant permanent du Gabon auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), il va de soi que la relation avec Mme Louise MUSHIKIWA-BO, Secrétaire général de la Francophonie ne souffre d'aucune entorse, et est d'ailleurs permanente. Bien évidemment, les usages diplomatiques commandent que la relation soit préalablement formalisée par la présentation des Lettres de cabinet qui m'accréditent auprès d'elle. Ce qui a été fait le 18 janvier 2021. Depuis lors, le contexte de crise sanitaire a fait que l'essentiel des contacts se tient par visioconférences.

ENOROMI MAGAZINE

Madame l'Ambassadrice, le Président de la République Ali BONGO ONDIMBA est très actif sur le plan diplomatique. On l'a récemment vu à Londres aux côtés du Secrétaire général du Commonwealth, l'honorable Patricia SCOTLAND QC. On parle d'une possibilité pour le Gabon d'adhérer à cette communauté qui regroupe essentiellement d'anciens territoires de l'Empire britannique. Que doit-on comprendre ?

Liliane MASSALA

Cette question a suscité une vive controverse, notamment du fait qu'une certaine presse y voie une manière pour le Gabon de se départir de sa relation traditionnelle et historique avec la France, voire un désengagement ou un désintéressement de la Francophonie. Pour le Gabon, il s'agit de bien plus qu'autre chose de s'offrir les meilleures opportunités pour son développement.

En effet, au-delà de la langue et de l'histoire, le Gabon partage avec d'anciens territoires de l'Empire colonial britannique, les mêmes valeurs que celles décrites dans la charte du Commonwealth, telles que la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit. Ce sont là des gages qui ont prévalu à la volonté de S.E Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République, d'entreprendre la démarche de l'adhésion du Gabon à cette importante organisation internationale. Cette volonté a été réaffirmée dernièrement au cours de sa rencontre avec l'Honorable Patricia SCOTLAND, sa

Secrétaire générale, et sans doute au cours de sa dernière visite de travail au Royaume-Uni.

En toute logique, cette ouverture tous azimuts du Gabon cadre avec la donne d'une économie mondialisée, car, selon les grandes théories économiques, aucun pays ne saurait construire son développement en vase clos, et moins encore en se privant de la collaboration des expériences les mieux réussies. C'est exactement ce qui explique les liens économiques étroitement tissés entre le Gabon et Singapour, la Chine, l'Inde et le Brésil.

ENOROMI MAGAZINE

La France accueille et forme de nombreux étudiants gabonais chaque année. La cheffe de mission diplomatique que vous êtes a-t-elle un contact permanent avec ces jeunes qui constituent une main-d'œuvre qualifiée pour le pays ? Quel discours de motivation leur tenez-vous au regard des difficultés actuelles à trouver un emploi au Gabon ?

Liliane MASSALA

Pour permettre au Gabon de relever les défis de son développement, le Gouvernement a mis un point d'honneur sur la formation d'un capital humain compétitif dans les secteurs porteurs d'emplois et de croissance. Pour y parvenir, un ambitieux programme de formation professionnelle et technique mis en place avec l'aide des partenaires au développement et l'appui technique de plusieurs pays amis est en cours d'implémentation. Ces nouveaux écosystèmes éducatifs et d'apprentissage, axés sur les formations qualifiantes et diplômantes, visent à pourvoir, à court et moyen termes le marché de l'emploi en techniciens, pour des gains de productivité favorable à la croissance et à la lutte contre la pauvreté et le chômage chez les jeunes.

Les projections de concrétisation de cette nouvelle politique éducative sont très rassurantes du fait de la construction de plusieurs centres de formation professionnelle dans l'ensemble des chefs-lieux des provinces et dans les principales agglomérations du pays. Outre ces infrastructures dont certaines fonctionnent déjà, l'État y consacre des

ressources budgétaires conséquentes en matière de bourses d'études.

Dans cette approche, le Gabon compte également sur des formations à l'extérieur. Parmi les destinations de prédilection, la France accueille le plus grand contingent d'étudiants gabonais à l'étranger ; soit un peu plus de 5 000 cette année dont environ 2 000 boursiers de l'État gabonais. En ce qui nous concerne, l'Ambassade s'applique à assurer un accompagnement et une assistance réguliers à cette forte communauté étudiante. Le service académique dédié exclusivement à ce segment de la communauté gabonaise se charge de l'accompagnement administratif, mais aussi de la facilitation des inscriptions dans de meilleurs établissements, du suivi des accords de coopération en matière d'éducation et de la formation, de la négociation de nouvelles conventions sur les quotas d'inscriptions des étudiants et les coûts préférentiels des frais de scolarité.

Conformément à la nouvelle politique d'emploi au Gabon, deux options s'imposent aux étudiants en fin d'études ou de formation. D'abord, consolider les formations académiques par des formations en étude des projets de manière à maîtriser et disposer des outils de création d'entreprises. Ensuite, nous les encourageons à étoffer leur profil par une expérience professionnelle par un stage ou un premier emploi à durée déterminée.

Pour ce faire, nous sommes en train de finaliser avec les grands groupes français qui investissent au Gabon, un projet de partenariat qui consistera à offrir des stages aux étudiants gabonais. Cela pourrait, à la longue, constituer un tremplin aux plus méritants d'entre eux qui pourraient intégrer les entreprises de ces grands groupes au Gabon.

ENOROMI MAGAZINE

Depuis le lancement de la décennie de la femme en mars 2015, le Chef de l'État, Son Excellence Ali BONGO ONDI-MBA, s'est engagé à promouvoir l'égalité du genre. Quel bilan faites-vous aujourd'hui sur la mise en place de cette politique ainsi que la place accordée aux femmes dans notre société ?



Liliane MASSALA

À ce jour, la question du genre compte énormément dans les politiques publiques gabonaises. Outre un attelage juridique de protection de la femme, le Président de la République, le Gouvernement et la Première dame ont mis en place des programmes d'accompagnement, de valorisation et de protection des droits de la Femme gabonaise. À bien d'égards, la Femme gabonaise tient une place de premier rang dans la politique de l'Égalité des Chances qui fait du Gabon un des pays leaders en Afrique sur cette question du genre. Le dispositif législatif en place confère à la femme gabonaise, des droits politiques et sociaux mieux que dans certaines parties du monde.

Au Gabon, le droit à l'éducation, au travail, à la couverture sanitaire et à des responsabilités administratives et politiques met l'homme et la femme au même diapason. Je tiens à souligner que cette politique du Chef de l'État est très applaudie ici en France où je reçois régulièrement des personnalités françaises qui sollicitent quelques éléments supplémentaires d'information à ce sujet. J'ai récemment reçu deux de mes collègues femmes Ambassadeurs qui souhaitent s'inspirer du programme de «Gabon Égalité» pour leur pays. ●

*Propos recueillis par
Christian BOUA*



► ENTREPRENEURIAT

Marius ASSOUMOU KEMP

Le « Relais », pour passer le témoin.

Ancien international gabonais de basket-ball, citoyen politiquement et socialement engagé, Marius ASSOUMOU NDONG, plus connu sous le pseudonyme de Kemp, en hommage à ses qualités athlétiques, est investi depuis quelques années dans le milieu sportif à travers l'Association sportive « Relais ». Nous avons souhaité connaître les ambitions de ce jeune entrepreneur, comprendre ses motivations et lui soutirer quelques mots au sujet de l'actualité liée aux soupçons de pédophilie dans le milieu du sport gabonais.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes le président de l'Association sportive « Relais ». Depuis combien de temps existe cette structure et quels objectifs poursuit-elle ?

Marius ASSOUMOU KEMP

Je tiens d'abord à vous exprimer ma gratitude pour l'opportunité que vous me donnez ce jour de parler de notre plateforme. L'Association sportive « Relais » existe depuis 2014. Nous sommes légalement constitués et avons notre récépissé définitif délivré par le ministère de l'Intérieur.

ENOROMI MAGAZINE

Qu'est-ce qui a motivé sa création ?

Marius ASSOUMOU KEMP

D'une part, ce qui a motivé la création de cette association est ma volonté

de passer la main à une nouvelle génération dans l'apprentissage du basket-ball, d'une part. D'autre part, mon envie d'encadrer les jeunes talents et de leur donner une opportunité d'évoluer dans un cadre structuré de formation sportive et humaine a été aussi une source de motivation. Enfin, la montée inquiétante du phénomène de violence en milieux scolaires, de la consommation de stupéfiants et la délinquance des jeunes m'ont également motivé à donner un environnement extrascolaire sain aux enfants.

ENOROMI MAGAZINE

L'Association sportive Relais ressemble plutôt à un club omnisport (basket-ball, football, athlétisme...). Pourquoi ce choix, alors que votre spécialité est avant tout le basket-ball ?

Marius ASSOUMOU KEMP

En 2014, nous nous sommes effectivement lancés dans le basket-ball, notamment la détection, l'initiation et la formation dans les fondamentaux de la discipline. Mais je me suis rendu compte très vite qu'il y avait plusieurs autres jeunes, pas nécessairement basketteurs, qui avaient du talent, cependant, ils n'étaient pas encadrés. Ne voulant pas prendre le risque de regretter plus tard en les voyant dans la perte, j'ai élargi l'association à d'autres disciplines.

Ce qui nous donne aujourd'hui, pour le basket-ball à Libreville, un centre de formation de toutes les catégories en masculin et en féminin. Au niveau du football, nous avons un centre de formation aussi, une équipe Senior dames, et une équipe minimes hommes. Concernant l'athlétisme, nous avons quelques coureurs très connus aux différentes compétitions nationales, voire internationales, telle que Chancia MANFOUMBI KOUMBA. Pour Oyem, nous avons ouvert en 2018 un démembrement du Relais, le Centre de Formation Assoumou Marius / CFAM. Cette structure fait essentiellement dans la formation des jeunes au Football et au Basket-ball pour les deux sexes, avec une équipe masculine en troisième division locale pour le Football.

Il faut préciser que pour nos différents centres de formation, nous prenons les deux sexes à partir de 7 ans.

ENOROMI MAGAZINE

Quelle est la procédure pour intégrer votre structure ? Combien de pensionnaires comptez-vous à ce jour dans toutes les disciplines ?

Marius ASSOUMOU KEMP

La Covid-19 a créé une désorganisation totale de toute la structure. Car, il était très difficile de rester en contact avec les enfants durant la période de non pratique des sports collectifs. Ce qui fait que sur les 188 Jeunes que nous avions avant l'arrivée de la pandémie, nous nous retrouvons présentement avec 127 jeunes actifs. Néan-



moins, nous sommes certains que le groupe va s'agrandir une fois de plus de manière considérable.

Pour intégrer le Relais, il y a essentiellement deux modes d'adhésion. D'abord, l'inscription via un de nos centres de formation, notamment pour les enfants et des adolescents qui apprennent. Ensuite, l'adhésion après avoir passé des tests des plus âgés pour les catégories supérieures.

ENOROMI MAGAZINE

Quels sont les profils de vos recrues ?

Marius ASSOUMOU KEMP

Nous prenons tout le monde, surtout pour les enfants de moins de 15 ans. Nous sommes cependant très exigeants pour ceux qui ont dépassé 19 ans. Car, normalement à cet âge, on doit être capable de jouer en première division.

Aussi, sachant que plusieurs jeunes talentueux n'ont pas souvent des moyens de payer une formation, nous nous tournons parfois vers des orphelinats. Il y a parfois de la pure matière très intéressante à modeler, et à accompagner vers un avenir sportif professionnel, à ce moment la formation est gratuite.

ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont la politique et la philosophie de formation de votre structure ?

Marius ASSOUMOU KEMP

La détection, l'initiation, la formation et l'expatriation. Ainsi, ce que nous recherchons le plus est de faire voyager les jeunes un peu tôt. Pour ce faire, nous n'avons pour le moment qu'un seul partenaire extérieur, l'Union Sportive de Beaumont basket-ball (une équipe de la ville de Clermont en France).

C'est cette logique de partenariat extérieur qui nous aidera à faire partir des jeunes pour vivre leur rêve. La principale condition à côté du talent étant de bien faire ses études et d'avoir au moins le baccalauréat.



ENOROMI MAGAZINE

Durant 2 ans, la pratique des sports collectifs a été mise en berne dans le cadre de la lutte contre la Covid-19. Comment appréhendez-vous la reprise aujourd'hui ?

Marius ASSOUMOU KEMP

La reprise est forcément difficile à plus d'un titre, car les dégâts causés par la Covid-19 sont aussi nombreux que multiformes. Le niveau de jeu des jeunes a baissé, plusieurs d'entre eux sont passés d'une catégorie à une autre sans forcément avoir aujourd'hui les aptitudes à jouer dans le présent niveau que leur âge leur impose de jouer.

Il y a également plusieurs jeunes qui se sont éloignés des aires de jeu, plongeant malheureusement pour nombre d'entre eux dans l'alcool et d'autres vices. Malgré les efforts et la bonne gestion gouvernementale de cette crise, grâce au traditionnel management exceptionnel du président de la République, SE Ali BONGO ONDIMBA, que je salue au passage, les dégâts sportifs sont sans appel. La reprise est certes difficile, mais la Fédération gabonaise de basket-ball et la Ligue de l'Estuaire ont repris progressivement les activités, à la très grande joie des sportifs que nous sommes.

ENOROMI MAGAZINE

Le monde du sport est actuellement secoué par le scandale « Capello Gate ». Il s'agit notamment de la dénonciation de la pédophilie sur des sportifs mineurs. Quel est votre regard sur la situation, et que faites-vous pour garantir la sûreté et l'intégrité de vos pensionnaires ?

Marius ASSOUMOU KEMP

La pédophilie est un acte diabolique. C'est mon avis, et c'est une position que j'assume pleinement. Lorsque cette affaire a éclaté il y a quelques mois, j'avais mis un poste sur ma page officielle sur Facebook, c'était le 20 décembre 2021. J'y exprimais mon dégoût face à cette pratique. Car, j'ai du mal à comprendre qu'un adulte puisse « crucifier les rêves d'un jeune » pour assouvir ses déviances sexuelles.

Au Relais, pour garantir la sécurité de mes jeunes face à ce phénomène, je me rassure dans un premier temps de l'intégrité morale des autres encadreurs (mes coaches). Ensuite, la proximité naturelle qui s'installe entre les parents et moi nous aide mutuellement à prendre soin des enfants, à l'école pour les parents, et au basket-ball pour moi.

En dernier ressort, pour moi, tous ceux qui sont de près ou de loin responsables de cette pratique doivent, non seulement être mis face à la justice, mais aussi être éloignés complètement des milieux sportifs, même en tant que spectateurs. ●

Le Relais.

Création
2014

Nombre de pensionnaires
127

Centres de formation toutes catégories
Libreville et Oyem.

Athlète célèbre
Chancie MANFOUMBI KOUMBA

Info line pour renseignements et inscriptions
+24174791159.

Propos recueillis par
Seif MOSTLEY

— Enquête —

CPG

Pourquoi s'en vont-ils ?

La nouvelle vague de départs enregistrée ce mois de mai 2022 au sein de la Confédération patronale gabonaise (CPG) n'est pas sans rappeler celle de l'année précédente au cours de laquelle certains membres de cette organisation, la plus importante du pays, avaient préféré quitter la barque. Pourquoi ce choix ? Le style managérial d'Alain BÂ OUMAR est-il contesté ? Que reproche-t-on exactement au président de la CPG qui a dû démissionner compte tenu des pressions exercées à son encontre, y compris par d'autres membres ?

L'heure de la fin ?

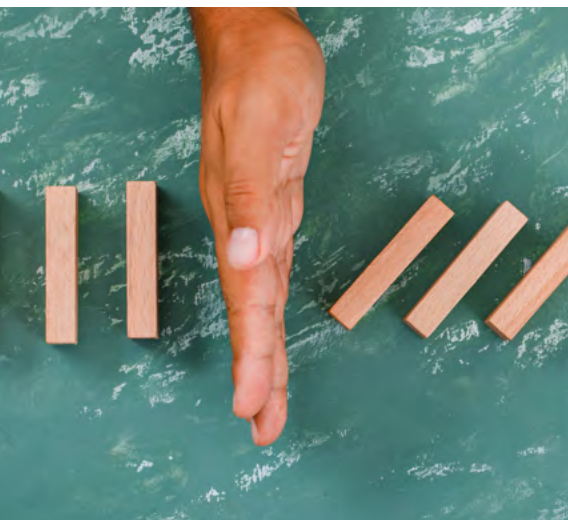
En 2020, elle regroupait près de 350 entreprises réparties en une trentaine de syndicats professionnels qui représentaient alors 80% du PIB. La CPG a-t-elle amorcé son déclin, alors qu'elle revendique jusque-là 90% de l'emploi formel au Gabon ? S'il faut reconnaître qu'il est encore trop tôt pour songer à une telle issue, il faut néanmoins reconnaître également que le climat actuel au sein de l'organisation n'est pas très rassurant. Au

début de ce mois de mai 2022, la Confédération a enregistré 8 départs d'un coup.

Il s'agit de membres parmi les plus importants de l'organisation créée en 1959, à savoir : l'Association professionnelle des établissements de crédit (Apec), le Syndicat des importateurs et exportateurs (Simpex), l'Union des représentants automobiles et industriels (Urai), le Syndicat des entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics (SEBTP). Mais également le Syndicat des sociétés hôtelières et de restauration, le Groupement profession-

nel des pétroliers (GPP), le Groupement des transporteurs terrestres et General business machines (GBM).

Dans une lettre commune faisant office de démission, les huit anciens membres indiquent qu'ils « ne sauraient désormais être associés aux activités et communications de la CPG ni être engagés par les actes de celles-ci. De même, ne pouvant se prévaloir de leur adhésion, la CPG ne saurait désormais s'exprimer en leur nom et pour leur compte ».



Comme un air de déjà-vu

Si le divorce entre la CPG et les huit membres démissionnaires peut en étonner plus d'un, cette importante vague de départs n'est pourtant pas la première pour la Confédération qui, en 63 ans d'existence, a déjà connu des péripéties similaires. La plus récente a été vécue en 2021. Le 9 juin de cette année, l'Union des représentants automobiles et industries (Urai), un des membres ayant démissionné en mai 2022, avait déjà quitté la barque. Et pour justifier sa démission, elle avait pointé l'inertie de la CPG dans

la défense des intérêts de ses membres et le refus de l'organisation patronale de réviser à la baisse le montant de ses cotisations.

Le Syndicat des importateurs et exportateurs du Gabon (Simpex), s'est retiré le 2021, le Syndicat des entreprises du bâtiment et des travaux publics (SEBTP) 2021, et l'Association professionnelle des établissements de crédit (Apec) s'étaient eux aussi déjà retirés de la Confédération en 2021, respectivement le 7 juin, le 19 mars et le 24 décembre. Constat : il s'agit des mêmes organisations qui ont une nouvelle fois fait défection cette année 2022.

Des justifications peu convaincantes

Dans leur lettre transmise à la plupart des médias nationaux et internationaux, les membres démissionnaires de la CPG ne fournissent pas d'explications au sujet de leur défection. Ils se bornent à refuser d'être associés à la Confédération. Mais déjà, plusieurs médias et observateurs avaient deviné que leur initiative avait un lien avec le style managérial d'Alain BÂ OUMAR dont le second mandat de trois ans à la tête de la CPG s'achève en 2023. Certains membres l'accusent en effet de mauvaise gouvernance et n'hésitent plus à lui demander de démissionner. L'intéressé s'y est toujours refusé et compte bien finir son mandat.

Sous le couvert de l'anonymat, certains démissionnaires soutiennent que le patron des patrons « a complètement dévié de la ligne directrice du fonctionnement de la CPG que lui avaient confié les adhérents ». Alain BÂ OUMAR est aussi accusé de ne pas assez défendre les entreprises, y compris devant les pouvoirs publics. Enfin, d'autres démissionnaires font valoir que, « depuis son élection, il y a eu trop de problèmes avec les adhérents et les employés de la CPG ».

Certains ne cachent plus que leur démission vise une suite : la création d'une nouvelle organisation censée regrouper des syndicats professionnels déçus par les confédérations patronales actuelles. L'objectif étant une meilleure défense de leurs intérêts.



La CPG prend acte

À l'annonce de la démission de huit de ses membres par voie de presse, le bureau exécutif de la CPG a dit prendre acte de leur décision de quitter la Confédération. Dans un communiqué, le 4 mai 2022, l'instance dirigeante de la CPG ne s'est pas moins défendue face aux accusations portées à son encontre par ses anciens membres dont elle assure être « disponible pour envisager leur réintégration au moment opportun ».

« En août 2020, au terme de son premier mandat et après une élection ouverte et transparente, le bureau exécutif a été reconduit à la quasi-unanimité des suffrages exprimés, confirmant par la même occasion la confiance de nos membres dans les réformes entamées pour moderniser l'organisation », rappelle le communiqué qui ne manque pas d'énumérer les victoires engrangées depuis l'installation officielle du bureau actuel, le 24 février 2017, lors de l'ouverture du premier mandat d'Alain BÂ OUMAR. Et parmi les victoires issues des réformes initiées depuis l'arrivée de l'équipe dirigeante actuelle, le communiqué cite :

- L'adoption d'un nouveau Code pétrolier, minier et du travail ;
- La prolongation des discussions toujours en cours entre les entreprises des secteurs extractifs (pétrole, mines) et la BEAC sur la Réglementation des changes ;
- Un partenariat renforcé avec l'AGANOR ;
- Le dépistage et la vaccination contre la Covid-19 des agents en entreprise ;

- L'annulation par le gouvernement de certaines dispositions fiscales (Taxe sur les transferts, exonération fiscale des primes de logement dans la Loi de finances 2022) ;
- Le renforcement du rayonnement de la CPG à l'international (retour à l'Union des patronats d'Afrique centrale, redynamisation de certains Conseils d'affaires, établissement d'un lien fort avec le MEDEF, rôle important de la CPG dans le cadre de la nouvelle Alliance des patronats francophones) ;

- Le renforcement de l'action de la CPG au Conseil d'Administration de la CNAMGS ;
- L'arrivée de deux nouveaux secteurs d'activités importants (Agro-industrie avec le Groupe OLAM, Santé avec près d'une vingtaine de pharmacies et une clinique) ;
- La contribution à la formulation du projet de loi pour les investissements ;
- La redynamisation de la Fondation de la CPG, qui a appuyé pour près de 100 millions de FCFA le plan de riposte du gouvernement contre la Covid-19.



Clap de fin pour Alain BÂ OUMAR !

Sous pression depuis plusieurs jours, le président de la CPG a dû rendre son tablier le 20 mai 2022, quelques jours seulement après le départ des 8 membres. En effet, vomi par la quasi-totalité des membres de la Confédération, y compris ceux ayant fait le choix de ne pas quitter la barque, Alain BÂ OUMAR a présenté sa démission lors d'un conseil d'administration tenu au siège de la CPG, à Libreville. L'ex-président n'a pas rendu publics les raisons qui l'ont poussé à céder, alors qu'il semblait tenir fermement en dépit de la crise.

Il n'empêche, selon certaines indiscretions relayées dans la presse locale, l'ex-patron de la CPG aurait reçu des injonctions du plus haut sommet de l'État. Le patron d'IG Telecom aurait été reçu par Ali BONGO ONDIMBA trois jours avant sa démission. Le président de la République lui aurait sommé de démissionner, croit savoir le site d'information Gabonreview. ●



Service novateur créé par **Handling Partner Gabon** (HPG) afin d'améliorer la qualité de service offerte aux passagers, SIKKA met à disposition des passagers des compagnies aériennes, un service Fast Track Meet&Assist ainsi qu'un accompagnement personnalisé de tous les passagers sans distinction de classe de voyage, Business/Economique au départ et à l'arrivée à l'Aéroport Léon MBA de Libreville.

Les Objectifs :

- Offrir une excellente qualité de service et des conditions de voyage agréables et sans stress ;
- Simplifier le parcours des passagers au sein de l'aéroport de Libreville au départ et à l'arrivée.

Les Avantages :

- Formalités d'enregistrement prioritaire sans file d'attente ;
- Priorité sur les formalités d'Immigration, Contrôle de Sureté et Douanières.

Les Options Supplémentaires :

- Enlèvement des bagages à votre domicile ou votre hôtel pour l'aéroport ;
- Livraison bagages de l'aéroport vers votre lieu de résidence ;
- Transport de /vers l'aéroport et vice versa nous mettons à disposition Berline, SUV et Luxury 4*4.



Le prix ainsi que le niveau de la prestation varient selon le pass. Nous laissons le libre choix aux clients de choisir leurs prestations.

Le service est à la demande en souscrivant à un Pass SIKKA au choix :

1. ★ Pass SYLVER : Service d'accompagnement minimum.
2. ★★ Pass GOLD : Service d'accompagnement medium + accès au salon SAMBA.
3. ★★★ Pass PLATINIUM : Service d'accompagnement maximum + accès au salon VIP EKENA.



Pour toute assistance sur un vol au départ ou à l'arrivée, la réservation se fait par e-mail, téléphone ou directement à notre bureau situé dans le hall de l'aéroport Léon MBA.

Informations et Réservations : +241 76 38 00 01/+241 76 30 00 00. E-mail : contact@sikka-meet-assist.com

CEMAC

Une conférence internationale à Libreville pour assoir l'intégration régionale.

L'intégration régionale en Afrique centrale a fait l'objet d'une conférence internationale à Libreville. Coorganisée par la Commission de la Cemac et la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferdid) sous le thème : « Les enjeux et instruments de l'intégration régionale en Afrique centrale ». Cette rencontre a permis aux intervenants de mettre en exergue les éléments qui freinent l'intégration régionale dans la sous-région. Mais pour le Pr Daniel ONA ONDO, la libre circulation est un fait réel aujourd'hui.

La capitale gabonaise, Libreville a abrité du 28 au 29 avril 2022 une conférence internationale sous le thème : « Les instruments et les enjeux de l'intégration régionale en Afrique centrale ». Organisée conjointement par la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) et la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), cette rencontre a permis aux participants de trouver une politique pour assoir l'intégration régionale en Afrique centrale.



« L'objectif de cette conférence est de poursuivre la réflexion sur l'intégration régionale en Afrique centrale et de soutenir la recherche académique africaine sur ce sujet. L'intégration régionale en Afrique centrale représente un important vecteur de promotion de la croissance et du développement pour les États de la région », a déclaré Pr Daniel ONA ONDO, président de la Commission de la Cemac.

Selon le président de la Commission de la Cemac, ce processus d'intégration régionale n'est pas unique sur le continent africain. Il « doit s'articuler avec des processus aux contours géographiques parfois plus étendus, mais également parfois emboîtés. Autrement dit, l'approfondissement de l'intégration régionale des pays de la zone Cemac a des enjeux majeurs et soulève deux grandes questions », a-t-il indiqué.

Durant 48 heures, les intervenants ont traité ces grandes questions en organisant la réflexion autour de trois thématiques. Notamment l'intégration commerciale, la macroéconomie de l'intégration régionale, et l'intégration régionale comme instrument de résilience. La conférence était destinée à un public large d'universitaires, de scientifiques, de décideurs publics et privés, et était ancrée dans une recherche académique de haut niveau.

Faire de l'intégration régionale une réalité en Afrique centrale

Cette rencontre de Libreville a permis aux participants de revoir entre autres la politique de la libre circulation dans la sous-région. Selon le président de la Commission de la Cemac, Pr Daniel ONA ONDO, la libre circulation est un fait réel aujourd'hui. « Tous les pays ont le passeport CEMAC. Or, lorsque vous avez un passeport CEMAC, vous êtes libres de circuler dans la zone. J'étais à la Direction générale de la documentation et de l'immigration (DGDI) pour aller voir le spécimen de ce passeport. C'est pour dire que tout est en place, les outils sont en voie de conception », a-t-il affirmé.

Mais d'après le président de la Commission de la Cemac, la « libre circulation » ne signifie pas « libre installation ». « La libre circulation répond à des règles qu'il faut respecter. Et l'avantage qu'on a au niveau de la Communauté, c'est que lorsqu'une



règle supranationale est prise, celle-ci s'impose à tous les États. C'est vrai qu'il y a encore des progrès à faire, mais nous faisons des efforts », a expliqué le président de la Commission de la Cemac avant de reconnaître : « Ceux qui transportent des marchandises rencontrent effectivement des problèmes, mais nous travaillons pour qu'il y ait moins d'obstacles à la circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes. C'est un travail de longue haleine. »

Réduire les postes de contrôle sur les corridors pour optimiser la libre circulation

Lors de la session de décembre 2021, le Comité de pilotage du Programme de réformes économiques et financières (Pref-Cemac) a demandé aux États de réduire les postes de contrôle sur les corridors entre les pays afin de fluidifier la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace Cemac (Cameroun, Congo, Gabon, Tchad, RCA et Guinée équatoriale). « Il a été demandé aux pays de rationaliser les postes de contrôle au



niveau des différents corridors, et si possible de faire une communication sur les contrôles qui sont officiels. Actuellement, les concertations se poursuivent pour que les États puissent rationaliser davantage divers contrôles afin de fluidifier davantage la libre circulation des personnes et des biens », a rassuré le directeur de la surveillance multilatérale à la Commission Cemac, Jean-Claude NGUEMENI.

Pour le directeur de l'enseignement supérieur à la Commission Cemac, Bertrand DOUKPOLO, la Commission de la Cemac est en train de mettre en œuvre une politique sectorielle pour lever des barrières sur les corridors. Et ça s'effectuera avec l'appui et l'accompagnement des

États. « Il nous faut de véritables mesures politiques pour qu'on arrive, comme l'Afrique de l'Ouest, à une véritable intégration physique, à une véritable circulation des biens et des personnes », a-t-il précisé avant d'ajouter : « Là, nous avons déjà un passeport unique Cemac, il ne reste que le Gabon qui va bientôt homologuer son passeport. Une fois que le passeport sera homologué, l'espace Cemac disposera d'un document pour la libre circulation. Mais, nous voulons pousser plus pour arriver par exemple à la carte d'identité Cemac. Et ce n'est pas une illusion, ça va se faire. C'est tout un processus. » ●

Brice GOTOA

Dossier

GRIPPE AVIAIRE

La filière avicole de nouveau en danger ?

Après deux ans de difficultés dues à la pandémie de la Covid-19 qui a contraint le gouvernement à prendre des mesures de restriction dans le but de freiner la propagation du virus, la filière avicole est à nouveau confrontée ce mois de mai 2022 à une autre menace : la grippe aviaire. Les mesures édictées conjointement par le ministère chargé de l'Agriculture et celui de la Santé, parmi lesquelles l'interdiction de la circulation des volailles vivantes dans la zone dite du Grand Libreville, ont ralenti l'activité, particulièrement dans la province de l'Estuaire où trois foyers ont été découverts. La majorité des acteurs de la filière reste tout de même confiante, bien que celle-ci ait décidé de la création d'un syndicat pour défendre ses intérêts, une première au Gabon.



Découverte de nouveaux foyers à l'Estuaire

Alors qu'ils sortaient peu à peu la tête de l'eau après deux ans d'activité fortement impactée par la pandémie de coronavirus ayant contraint les autorités à prendre des mesures restrictives en vue de freiner la propagation du virus qui a fait 6,28 millions de décès dans le monde et 304 au Gabon, les acteurs du secteur avicole font face depuis la mi-mai 2022 à une nouvelle menace : l'apparition du virus grippal H5N1, responsable de l'influenza aviaire encore appelée « Grippe aviaire ». Il s'agit, en réalité, d'une des rares apparitions de cette maladie qui touche particulièrement la volaille. Le pays a souvent été touché indirectement par la résurgence de ce virus hors de ses frontières. Ce fut le cas il y a plus d'un an.

En fin novembre 2020, pendant la pandémie de Covid-19, le gouvernement avait dû décider de la suspension de l'importation des œufs et de la volaille vivante en provenance d'une vingtaine de pays africains, européens et asiatiques. Il s'agissait notamment de 26 pays parmi lesquels la France et le Cameroun où des foyers de grippe aviaire (H5N8) avaient été découverts par l'Organisation de la santé animale (OIE). Si le ministère en charge de l'Élevage et de l'Alimentation dirigé à l'époque par Biendi MAGANGA-MOUSAOU avait décidé de cette suspension, c'est parce que certains de ces pays, notamment ceux mentionnés plus haut, figurent parmi les premiers fournisseurs du Gabon. À l'époque, les autorités gabonaises avaient expliqué que la décision du gouvernement répondait au « principe de précaution » visant à « protéger les élevages nationaux en renforçant les contrôles aux frontières ».

Le 17 mai 2022, dans un communiqué, rendu public par Jean Jaques MOUYABI, directeur général de l'Élevage, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et celui de la Santé ont conjointement décidé de la même mesure de suspension de l'importation de volaille en provenance des pays voisins. Cette fois, la découverte n'a pas été faite par l'OIE, mais plutôt par le Centre international de recherches médicales de Franceville (CIRMF) saisi par le gouvernement en avril. « Les services compétents de la Direction générale de l'Élevage ont observé depuis le 13 avril 2022 des mortalités de volaille anormales dans trois élevages situés dans la zone de Meyang, département du Komo-Mondah, dans la province de l'Estuaire. Face à cette situation, des prélèvements ont été effectués pour analyses au CIRMF et ont révélé la présence du virus H5N1 », lit-on dans le communiqué paru un mois après la découverte du phénomène. ●

Des mesures contraignantes

Jugeant « hautement pathogène » le virus de la grippe aviaire, en plus de la suspension momentanée de l'importation de la volaille des pays voisins, le gouvernement a décidé d'autres mesures, à savoir :

- L'interdiction de la circulation des volailles vivantes dans la zone dite du Grand Libreville (Libreville, Owendo, Akanda et Ntoum) ;
- La fermeture de tous les points de vente de toute volaille vivante dans les marchés, sauf autorisation spéciale délivrée par les services compétents ;
- La mise en place et le renforcement des mesures de biosécurité dans toutes les fermes du Gabon ;
- La visite des fermes proches de celles ayant enregistré des cas de grippe aviaire ;
- Le lancement d'une campagne de sensibilisation et de prélèvements pour analyses.

Pour les autorités gabonaises, ces mesures conservatoires visent à contrer l'« incidence sur la santé publique » de cette pathologie ainsi que son « fort enjeu économique ». « Ne pas les prendre, considérant les risques encourus, aurait été une erreur grave de la part du gouvernement, même si nous ressentons encore aujourd'hui les effets de la Covid-19 sur notre activité », défend un entrepreneur avicole exerçant dans la localité d'Okolassi, dans la commune de Ntoum. Plusieurs de ses collègues sont toutefois nuancés sur ces décisions. ●





La filière comprend, mais fait bloc

Parmi les mesures conservatoires annoncées par le gouvernement pour éviter tout risque de propagation du virus de la grippe aviaire sur toute l'étendue du territoire national, ce qui pourrait conduire à des mesures plus strictes telles que l'abattage des volailles et la destruction des œufs, y compris ceux en bonne santé, l'ouverture d'une enquête épidémiologique dans les élevages, la mise à disposition d'un numéro vert pour répondre à toutes les questions du public ainsi que la création d'une cellule de crise multisectorielle ont été décidées. Des décisions qui ont trouvé l'assentiment des principaux acteurs de la filière avicole du Gabon, d'autant qu'elles permettent de « circonscrire l'épizootie ».

Toutefois, quelques préoccupations ont été exprimées par les éleveurs dès le samedi 21 mai 2022. « Les mesures gouvernementales sont louables pour freiner la propagation de l'épidémie de grippe aviaire. Seulement, l'application des interdictions devrait se faire au cas par cas. Il y a parmi les fermes celles qui observent des mesures de biosécurité très strictes », a proposé Hervé Patrick OPIANGAH fraîchement

élu à la tête du tout nouveau Syndicat national des agriculteurs et aviculteurs du Gabon (SYNAG). La création de cette organisation syndicale, la première du genre dans le pays, répond à la volonté des 25 entreprises et fermes qui la composent de défendre leurs intérêts communs.

Le syndicat déplore en effet l'absence de pragmatisme de la part des dirigeants. Ses membres ont rappelé au gouvernement le risque de perte d'emplois pour de nombreux Gabonais à cause de cette généralisation des mesures. Pour ce qui est de la production des œufs à Meyang où les trois foyers ont été découverts, celle-ci est estimée entre 200 000 et 250 000 œufs par jour. Ces œufs sont donc stockés en attendant la levée des mesures. Une situation qui fait craindre la rareté des œufs sur le marché, donc une augmentation du prix chez les revendeurs ou les détaillants.

« Ces mesures vont aussi impacter les secteurs connexes comme la pâtisserie et la boulangerie », prévient le président du SYNAG, qui invite le gouvernement à revoir sa stratégie de riposte au virus H5N1, notamment en encadrant les fermes touchées, en prenant des mesures d'accompagnement sur le plan financier pour les fermes dont les stocks d'œufs s'accumulent. ●

L'épizootie est circonscrite et maîtrisée

Une semaine après avoir annoncé les mesures conservatoires, le gouvernement a tenu à faire une mise au point dans le quotidien L'Union, en réponse à un article du même média qui l'invitait à organiser une concertation avec les acteurs de la filière avicole préoccupée par la nouvelle apparition du virus. La Direction générale de l'élevage a assuré que :

- Une semaine après, l'épidémie était « circonscrite et maîtrisée ». D'autant plus que celle-ci concerne uniquement la région de Meyang (Komo-Mondah) ;
- L'interdiction de circulation des volailles vivantes concerne uniquement cette région ;
- La circulation et la vente des volailles vivantes entre les autres localités du pays ainsi que la consommation des œufs ne sont pas interdites. ●



RAJOUTEZ DE LA
PUISSANCE
À VOTRE **MOTEUR**

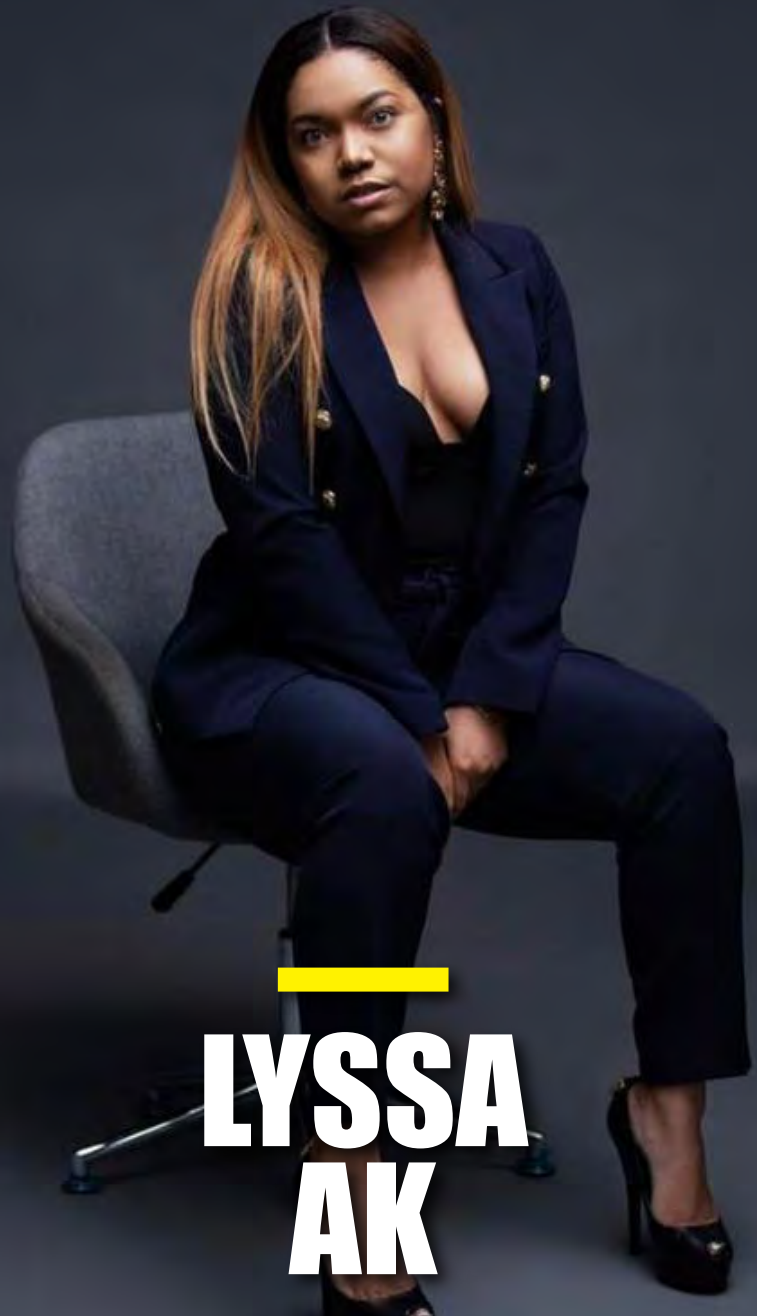
GAMME DE

LUBRIFIANTS



DISPONIBLE DANS TOUTES NOS STATIONS-SERVICE

Mais ... ENCORE!



—
**LYSSA
AK**
—

*Un serial entrepreneur
au féminin.*

Mère, épouse et entrepreneure accomplie, Mélissa ADIMENGA KOUNA dit Lyssa AK est une véritable seriale entrepreneure qui enchaîne les projets et les réussites grâce à sa passion et sa détermination à toute épreuve. Elle garde néanmoins les pieds sur terre. Cette «Superwoman», qui inspire beaucoup d'autres femmes à briser le plafond de verre, a accepté de se dévoiler à nos lecteurs.

ENOROMI MAGAZINE

Assez discrète, pouvez-vous dire à nos lecteurs qui se cache derrière Lyssa AK ?

Lyssa AK

De son vrai nom Mélissa ADIMINGA KOUNA, Lyssa AK, est une femme de 33 ans, épouse, mère de deux filles et entrepreneure. D'apparences très timide que je voile avec mon rire, je prends la vie du bon côté et surtout comme elle vient. Grande rêveuse, curieuse et passionnée j'aime apprendre à découvrir de nouveaux challenge et mon cerveau n'est jamais de tout repos. Sensible, je suis une amoureuse de l'amour, car j'estime que c'est le plus beau sentiment qui puisse exister et c'est ce qui m'anime.

ENOROMI MAGAZINE

Mère, épouse et serial entrepreneure, comment faites-vous pour gérer tous ces rôles ?

Lyssa AK

Pour tout vous dire, je ne saurais vous dire comment j'arrive à concilier toutes ses activités sans m'écraser car je suis une acharnée du travail. Je peux enchaîner des nuits blanches pour concrétiser ce que j'ai dans la tête, j'ai du mal à déléguer, donc je suis souvent submergée, mais j'essaie vraiment d'accorder des moments de qualités à mes enfants et à mon époux qui me rassure d'ailleurs en disant de moi que je suis une épouse et mère exceptionnelle. Mon foyer, l'éducation et le bien-être sont mes priorités. J'ai la chance d'avoir un mari qui me soutient. La paix, la patience, la communication et le soutien de l'autre sont essentiels pour réussir à gérer mes différentes casquettes.

ENOROMI MAGAZINE

L'Agenda la meilleure version de soi-même. Pouvez-vous nous parler de ce projet ?

Lyssa AK

Un projet que j'ai élaboré en «cachette», car j'avais peur d'avoir beaucoup d'avis autour qui me dissuaderaient de le faire. Vous savez, c'est bien d'avoir un avis extérieur, mais c'est encore mieux de s'en tenir à sa vision, car personne ne sait avec précision ce que vous imaginez et concevez dans votre tête, même les mots souvent n'arrivent pas à le retranscrire. Je me souviens la toute première fois que j'en ai parlé à ma mère et mon mari ils m'ont regardé genre: «Un agenda ? Hein ? Mais de quoi parles-tu ?» Mais ils ne savaient pas que c'était l'agenda, oui !» Mais l'agenda autrement, l'agenda matérialisé à l'image de Lyssa, l'agenda qui m'accompagne dans mon quotidien que j'ai voulu créer, mais surtout donner de la visibilité à plus de 300 entrepreneurs gabonais. Cet agenda a vraiment été conçu pour vous faire devenir la meilleure version de vous-même, c'est une sorte d'introspection sur sa vie, ses finances, mais également c'est la bible des bons plans. En tout cas, si vous ne l'avez pas encore, courez l'acheter et vous m'en direz des nouvelles.

ENOROMI MAGAZINE

Dans l'agenda, on peut découvrir « Les bons plans de Lyssa », une forme de promotion du made in Gabon. Pensez-vous que les initiatives entrepreneuriales des Gabonais sont suffisamment connues et valorisées ?

Lyssa AK

Je remarque surtout que le Gabonais «ne dort vraiment plus» et il a compris que l'entrepreneuriat est une niche florissante. Je suis épatée par la créativité des Gabonais et tout ce que je vois comme projet se matérialiser autour de moi. Il faut dire qu'aujourd'hui avec la vulgarisation du digital, la valorisation est plus accessible par les uns et autres et autres. Mais il faudra compter sur des programmes et des plateformes plus importantes.

ENOROMI MAGAZINE

À quoi attribuez-vous le succès de L'agenda, et quels sont les retours que vous avez eus depuis sa mise en vente ?

Lyssa AK

Je pense que le succès de L'agenda est dû à son authenticité face à ma personnalité. Les gens ont su retrouver ma personne et ce que je partage au quotidien sur ma page. Je pense que L'agenda a interpellé de nombreuses personnes également, car nous sommes tous à un âge où nous souhaitons avoir une meilleure qualité de vie. Mais la qualité de vie ne se fait pas en un claquement de doigts. Cela passe par de la discipline, de l'organisation, et surtout une bonne santé morale, tous ces points vous les retrouvez dans L'agenda. Les retours que je reçois souvent sont : «Merci d'avoir changé mon quotidien», «Merci de m'avoir aidé à prendre conscience de l'importance d'être organisé. Cet agenda est devenu ma deuxième bible, il m'accompagne vraiment partout».

ENOROMI MAGAZINE

Lyssa AK c'est aussi @kay-rose et @kay-et-rose-loungewear : dites-nous en un peu plus ?

Lyssa AK

Oui, effectivement ! Lyssa AK a plusieurs casquettes. Comme je dis souvent, je ne mets pas de limites à tous les dons que Dieu a pu mettre en moi. J'aime me répéter : « Essaie. Si ça ne marche pas, tant pis, mais au moins tu auras essayé et tu ne le regretteras pas. » Kay et Rose est ma marque de vêtements, sa pièce maîtresse est le kimono, un vêtement que je porte dans mon quotidien et qui, je pense, «habille» et rend tout de suite chic. Le kimono est certes notre pièce maîtresse, mais nous faisons également des robes, des ensembles, etc. Kay et Rose loungewear est une sous-branche de Kay et Rose, des pyjamas, des vêtements de maison chics et sexy. Cela se porte à la maison, mais peut également être transformé aisément avec une paire de talons en une tenue élégante pour sortir. La villa Lana est une maison d'hôte située au Cap-Estérias en bordure de mer, un vrai havre de paix. Voici un peu mes différentes casquettes.

ENOROMI MAGAZINE

Selon-vous, quelles sont les qualités d'une entrepreneure qui réussit ?

Lyssa AK

Je pense qu'il faut être passionné, il faut accepter de ne pas avoir la science infuse et d'accepter les critiques constructives. Il faut être patiente, à l'écoute, mais surtout accepter l'échec en ayant toujours la force de se relever, accepter de parfois tout avoir à recommencer, accepter que parfois il y'a le rêve, mais être confronté à la dure réalité, accepter de travailler sans parfois regarder le bénéfice, travailler sans relâche et comprendre qu'il y a beaucoup de sacrifices à faire.

ENOROMI MAGAZINE

Quelles sont les femmes entrepreneures que vous admirez ou que vous suivez en ce moment ?

Lyssa AK

Il y en a vraiment plusieurs, chacune m'inspirant à sa manière, chacune m'apportant quelque chose que je n'ai pas et m'apprenant quelque chose que je ne sais pas. Mais mon inspiration première est ma mère, elle n'est pas entrepreneure, mais elle m'a appris à être forte, elle m'a appris à savoir me relever de toutes les tempêtes, mais elle m'a surtout appris à aimer inconditionnellement et faire les choses avec le cœur.

ENOROMI MAGAZINE

Quels conseils donneriez-vous à une femme qui rêve de suivre votre exemple et de se lancer ?

Lyssa AK

De croire en elle, d'avoir confiance en elle, de croire en son projet et ne pas attendre que X croit au projet d'abord, d'être forte, mais surtout de tout remettre entre les mains de Dieu, car sans lui rien n'est possible, il est le commencement de tout.

ENOROMI MAGAZINE

Quelles seront les prochaines actualités de Lyssa AK ?

Lyssa AK

Une nouvelle collection de Kay et Rose bientôt, L'agenda édition 2, Villa Lana numéro 2 et tellement d'autres choses s'il plaît à Dieu, mais comme j'aime souvent à le dire : «Allons seulement, on verra devant».

Propos recueillis par
Sveltana ADAH MENDOME



► DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

LE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Un outil indispensable pour l'accomplissement de soi.

« Je suis maître de mon destin, et capitaine de mon âme. » Ces vers, issus du poème *Invictus* rédigé par l'écrivain britannique William Ernest Henley, pourraient résumer à eux seuls le concept du développement personnel et la formidable quête vers la réalisation de soi.

Le développement personnel est une démarche globale de réflexion sur soi et de valorisation de son potentiel dans le but d'améliorer la qualité de sa vie et de réaliser ses aspirations profondes. Il peut toucher différents aspects de la vie : professionnel, personnel, spirituel, financier, relationnel, familial. Les actions et progrès constatés dans un domaine ont généralement des répercussions positives dans les autres. Par une meilleure connaissance de soi, l'individu comprend et tend à réaliser ses véritables aspirations au travers d'objectifs à atteindre. Le développement personnel englobe un style de vie, un état d'esprit et une méthodologie pour redonner du sens à sa vie.

LE DÉVELOPPEMENT PERSONNEL, UNE SOURCE DE BIEN-ÊTRE

Concrètement, le développement personnel vise à nous rendre plus épanouis et heureux dans notre vie. C'est un but plutôt honorable, n'est-ce pas ? Tout au long de notre

vie, nous cherchons à combler des besoins pour vivre en harmonie avec nous-mêmes et notre environnement. Le développement personnel correspond au besoin d'accomplissement auquel chacun d'entre nous aspire et qui varie d'un individu à l'autre. Cela peut être de développer des compétences, devenir la meilleure version de soi, s'enrichir, montrer l'exemple, etc. Réaliser son potentiel apporte de nombreux bienfaits sur l'estime de soi et sur la qualité de vie : savoir s'affirmer, prendre des décisions en adéquation avec ses valeurs, améliorer ses relations avec soi-même comme avec les autres, être plus positif, gagner en autonomie, booster sa créativité et développer un nouveau talent, etc.

PRENDRE LA DÉCISION DE S'AMÉLIORER

Souvent, le développement personnel naît à un moment clef de la vie : un choc, un traumatisme, un tournant important, etc. De nombreuses personnes parlent d'un déclic puis d'une nécessité de changer de

comportements, de changer des choses pour se réaligner avec soi et ses aspirations profondes. Cependant, ce déclic n'est pas nécessaire pour s'intéresser à la réalisation de son potentiel. Chacun d'entre nous peut un jour aspirer à devenir une meilleure personne ou améliorer certains aspects de sa vie. Il n'y a pas de distinction de genre, de statut ou d'âge. Il n'est jamais trop tôt ou trop tard pour se réaliser ou pour accomplir ses rêves.

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL, OUI, MAIS NE VOUS ISOLEZ PAS

Bien que ce soit une démarche personnelle, le développement personnel doit être une démarche partagée. Quoi de mieux que de se sentir soutenu par ses proches pour atteindre ses rêves et ne pas se décourager et abandonner en route ? Parlez de vos projets autour de vous, partagez votre expérience et vous pourriez même inspirer vos proches à faire de même. On recommande généralement de se trouver un binôme pour vous épauler dans la poursuite des objectifs. Cela peut être un ami pour aller courir, un collègue pour se soutenir dans l'arrêt du tabac, une communauté sur internet pour apprendre un langage informatique, etc.

Et dans certains cas, l'accompagnement par un coach en développement personnel peut aussi se révéler utile. Prenez le temps de trouver celui ou celle qui vous correspond, en fonction des objectifs que vous poursuivez. Définissez en amont ce que vous attendez de ce coaching et la durée dans laquelle il s'inscrit.

GARDEZ VOTRE MOTIVATION ET TENEZ BON

La réalisation de soi est donc un processus de changements progressifs dans son quotidien. Ce processus est parsemé d'embûches, de montagnes à franchir, d'obstacles à surmonter de moments difficiles qui donnent parfois envie de tout arrêter. C'est à ce moment-là qu'il faut se rappeler de ses aspirations et de ses engagements pour garder intacte sa motivation. Pour avancer efficacement et atteindre vos objectifs, il existe pléthores de méthodes et outils pour vous aider à rester motivé. Sachez-le, l'épanouissement personnel est une démarche exigeante et de longue haleine, qui demande une forte implication et un moral à toute épreuve. ●

Christian BOUA

PASSION AUTO241

L'AUTOMOBILE VUE DU GABON

Vivez l'automobile au Gabon

Oubliez les magazines de Mbeng,
fini les analyses où on vous raconte des
choses qui ne vous concernent pas!

ICI
ON VOUS PARLE
LOCAL



CONTACTEZ NOUS!

☎ 074 819 283 •

@PassionAuto241



► SPORT

FOOTBALL

Les principaux chantiers du vainqueur de l'élection de la Fegafoot.

Le renouvellement du Comité exécutif, et particulièrement l'élection du futur président de la Fédération gabonaise de football (Fegafoot), n'a jamais été aussi âprement disputé. Pourtant, malgré la forte concurrence à laquelle il a fait face, Pierre Alain MOUNGUENGUI a su tirer à nouveau son épingle du jeu au terme de l'élection organisée le 16 avril 2022 à Lambaréné. Mais cette réélection a été contestée et la suite des recours introduits par les adversaires est attendue. Qu'à cela ne tienne, le futur le président de la Fegafoot a du pain sur la planche. Il devra notamment s'attaquer à plusieurs chantiers visant à reconstruire la « Maison Football » qui semble tomber en ruine.

RÉTABLIR LA CONFIANCE

Le scandale de pédocriminalité ou le « Capellogate », l'affaire dite de Marseille (avec des soupçons d'abus sur l'équipe nationale féminine des moins de 20 ans ayant participé à un tournoi à Marseille en 2019) et les nombreux scandales qui ont émaillé le mandat du président fédéral sortant ont créé une atmosphère délétère dans l'environnement du football gabonais depuis quelques années. Aujourd'hui, de nombreuses personnes s'entendent à dire que ces scandales sans précédent peuvent être des freins et constituer une rupture au développement de la pratique du football pour tous.

Encadrement techniques, dirigeants et sportifs sont empêtrés dans ces scandales qui mêlent intrigues, crimes, pratiques et cruauté envers des innocents qui en subissent les conséquences, des années après. Il faut assainir le milieu et le futur président fédéral devrait œuvrer dans ce sens pour que les parents fassent à nouveau confiance aux éducateurs et que les valeurs fondamentales du Football (le fairplay, le respect d'autrui et de sa dignité, la protection des mineurs...) puissent être retrouvées.

REPRENDRE LE JEU

Depuis mars 2020, aucune rencontre officielle organisée par les instances nationales ne s'est déroulée au Gabon. L'un des travaux majeurs auquel devrait s'attaquer le futur président de la Fegafoot sera de renvoyer tout le monde vers les stades. Au plus fort de la crise de Covid-19 qui a frappé le monde, le Gabon avait choisi de confiner sa population et de stopper totalement la pra-

tique des activités sportives collectives. Les athlètes, restés à l'arrêt depuis deux ans n'ont eu leur salut que grâce à la volonté du Chef de l'État qui leur a permis de retrouver le chemin des stades en mars 2022. Malgré cela, les choses tardent à prendre forme sur les terrains. Les championnats d'élite n'ont toujours pas repris (au moment où nous écrivons ces lignes en avril 2022), et les joueurs revendiquent le paiement de leurs arriérés de salaires cumulés depuis la saison 2016-2017.

À ce qui semble, leur sit-in au ministère des Sports ne connaîtra un épilogue que lorsqu'ils seront satisfaits. Certains clubs n'ont toujours pas repris leurs activités, chose qui nous fait nous interroger sur l'hypothétique reprise annoncée par les autorités sportives le 14 mai prochain.

METTRE EN PLACE LES CONDITIONS DU DIALOGUE

Depuis quelque temps, il est évident que l'atmosphère n'est plus à la sérénité au sein de l'environnement footballistique. Depuis 2018, on dénombre autant de faits qui ont entaché le bon déroulement du football. De l'arrestation des footballeurs à Franceville, en novembre 2021, des désistements de Pierre AUBAMEYANG et de Mario LEMINA durant la CAN 2021 dont les causes sont toujours méconnues, de la non-sélection de Didier Ibrahim NDONG à la CAN pour avoir marqué sa solidarité avec les footballeurs locaux, de la candidature du Président de la Ligue nationale de football professionnel (LINAFF) qui est pourtant 3e vice-président de la Fegafoot, des présidents de clubs qui remettent en cause ses choix, des en-

traîneurs qui ne savent plus à quel saint se vouer. Autant de situations qui, si elles ne sont pas réglées, peuvent empêcher le travail du futur président.

AMÉLIORER LA GOUVERNANCE

L'un des griefs récurrents faits par les candidats qui s'opposent à l'actuel président de la Fegafoot reste sans nul doute sa gestion et sa gouvernance qui ne semblent pas saines. Chacun des candidats pointe du doigt l'utilisation à des fins personnelles de la manne octroyée par la FIFA et la Confédération africaine de football pour favoriser le développement du «sport roi» dans notre pays. De ce qui est dit ici et là, plus de 500 000 dollars sont versés annuellement par l'instance faïtière et malheureusement les principaux bénéficiaires que sont les acteurs n'en profitent pas. La gouvernance de ces fonds et leur investissement par le futur président devraient permettre un redémarrage des activités et surtout une amélioration profonde du système de gouvernance de cette entité. Il y va de l'avenir de la discipline. Le football amateur qui est le principal pourvoyeur du football d'élite subit les affres de cet abandon qui n'aide pas les choses.

Par ailleurs, ces grands chantiers ne sauront atteindre leur but, sans tenir compte de certains fondamentaux que sont la formation le financement du football amateur, le football professionnel, les équipes nationales, les infrastructures sportives, le rajeunissement des ressources humaines et l'adoption de la culture du résultat. ●

Mike DOUSSENGUI

SPORT CHAMPIONNAT SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Vers une renaissance du sport à l'école.

Relancer le sport en milieu scolaire et universitaire à travers le Championnat scolaire et universitaire (CSU), comme ce fut le cas à une certaine époque avec l'Office Gabonais du Sport scolaire et universitaire (OGSSU), telles sont les motivations des signatures et des engagements, les 4 et 6 avril derniers entre le ministère des Sports et ses collègues de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur. Devant l'urgence liée à la situation d'arrêt des activités sportives pendant deux années consécutives, les membres du gouvernement se sont accordés pour la date du 14 avril 2022 comme date de reprise des compétitions scolaires et universitaires, en présence de **Géraldine YEMA ROBERTS**, **Coordinatrice nationale du CSU**.

Afin de permettre la relance des activités sportives au sein des établissements scolaires et universitaires du Gabon, le ministre des Sports, Franck NGUEMA a réuni ses homologues de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur en vue de permettre aux apprenants du Gabon de pratiquer leurs activités sportives favorites au sein de leurs établissements. Ainsi, au terme de la réflexion, les membres du gouvernement, accompagnés de la coordinatrice nationale du CSU, **Géraldine YEMA ROBERTS**, ont-ils mis en place un calendrier provisoire, mais « adapté aux mois restants dans le calendrier académique 2021/2022 ».



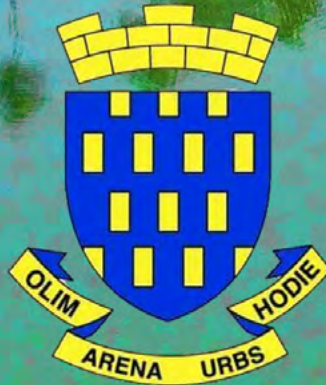
Le Championnat scolaire et universitaire s'est ouvert le 14 avril et prendra fin le 30 juin. Selon la communication du ministre des Sports, « les confrontations inter établissements dans tous les chefs-lieux de provinces du Gabon auront lieu du 14 avril au 30 mai alors que les finales provinciales dans chaque chef-lieu de province se tiendront du 31 mai au 30 juin ».

Pour cette reprise du Championnat scolaire et universitaire, ce sont plus de 200 établissements scolaires et supérieurs qui y sont engagés, réunissant plus de 300 000 élèves et étudiants qui prendront part aux différentes compétitions inter établissements et finales provinciales organisées sur l'ensemble du territoire national. « Ce qui permettra la détection des talents », a affirmé le ministre des Sports, détaillant le calendrier de la compétition.

La coordination nationale que dirige l'ancienne basketteuse **Géraldine Roberts** est l'organe opérationnel du Comité d'organisation du CSU. Son équipe et elle seront chargées de préparer les réunions du Comité d'organisation et d'établir les procès-verbaux afférents. Le projet de budget étant déjà élaboré, dans l'immédiat, son rôle sera de monter un projet d'organisation du CSU et un programme détaillé du déroulement des compétitions sur toute la période choisie. Enfin, elle se chargera de mobiliser les sectoriels et les partenaires autour de l'évènement pour qu'à la fin de l'année, « on ait atteint les objectifs fixés par le président de la République, qui tient plus que tout au déroulement de ces jeux », a-t-elle souligné.

Présenté comme une véritable aubaine pour le sport d'élite et un vivier pour les clubs et les équipes nationales, toutes disciplines confondues, le CSU est une réforme profonde de l'Office gabonais des sports scolaires et universitaires (OGSSU). Une réforme menée à partir d'un diagnostic ayant montré plusieurs faiblesses, notamment sur sa structuration, son organisation et particulièrement sur les résultats qu'on attendait de cette ancienne formule qui a permis l'éclosion de plusieurs talents nationaux dans différentes disciplines. ●

Mike DOUSSENGUI



MAIRIE DE PORT-GENTIL

► CULTURE

Restitution des «biens coloniaux mal acquis» Le Gabon à la trainée.

Alors que plusieurs pays africains s'attèlent depuis des années à rapatrier leurs biens culturels arrachés durant la colonisation, le Gabon brille par une absence, sinon un réveil tardif dans ce dossier. Laissant ainsi le loisir aux autres de jouir de son patrimoine culturel, comme ce fût encore le cas en mars en France, avec la vente d'un masque Fang aux enchères, pour 3,4 milliards de FCFA. Des faits qui rejoignent le désintéressement global des politiques à l'égard de la culture au Gabon.





L'actualité culturelle en fin mars a été marquée par la vente aux enchères à Montpellier, en France, d'un masque Fang sacré contre la somme de 3,4 milliards de nos francs (avec les frais). Au même moment, trois masques Punu, estimés eux à 230 millions de FCFA, n'ont pas trouvé preneur. Les prix dantesques de ces œuvres culturelles arrachées durant la colonisation rappellent la valeur qu'elles peuvent avoir au sein d'un musée, ou auprès d'un collectionneur. Mais ils dénotent surtout, et malheureusement, de l'inaction de nos pouvoirs publics quant à la réappropriation de ces richesses traditionnelles.

Voilà pourtant cinq ans que la démarche de restitution du patrimoine culturel colonial a été facilitée pour les nations africaines sous influence française, avec l'engagement pris par Emmanuel MACRON le 28 novembre 2017 à Ouagadougou (Burkina Faso), de fluidifier la mécanique pour les pays qui en manifesterait l'intérêt. Le Bénin, le Sénégal, et plusieurs autres pays du continent n'ont pas attendu plus longtemps pour réclamer et obtenir le retour d'une bonne partie de leurs biens ancestraux.

LE GABON AUX ABONNÉS ABSENTS

Dans une interview accordée en avril 2022 au site d'information Gabonreview, Richard SEDILLOT, expert en droit international ayant conseillé plusieurs pays dans le dossier de la restitution de biens culturels, avait laissé entendre que le Gabon avait volontairement traîné le pas sur cette question. « Une loi a récemment été votée s'agissant des restitutions conçues en faveur du Bénin et du Sénégal. Nous avons également vu que quelques autres pays sollicitent le retour de biens culturels emportés lors des périodes coloniales. À ma connaissance, le Gabon n'a pas encore formé de demandes, bien que de nombreuses œuvres gabonaises se trouvent dans les collections nationales françaises », a déclaré l'expert.

Avec l'ouverture d'un nouveau musée à Libreville depuis quatre ans, le Gabon aurait pourtant dû être en tête des pays réclamant le retour de leur patrimoine culturel, pour asseoir ses ambitions touristiques. Et même, pour rapatrier un patrimoine que beaucoup de Gabonais considèrent comme inestimable, parce que faisant partie intégrante de leur identité.

UN RÉVEIL TARDIF ?

Si une tentative de positionnement du Gabon a été enregistrée dans ce dossier en 2019, il aura fallu la grogne suscitée par la dernière vente aux enchères pour voir le gouvernement se bouger véritablement. Le 8 avril dernier, le ministre de la Culture, Pr Patrick MOUGUIAMA DAOUDA, a été ainsi sommé par le chef de l'État de « signer les conventions et les négociations avec les structures détentrices de nos œuvres, en vue de leur rapatriement sur le territoire gabonais ». Que de temps perdu ! Que de biens éparpillés en attendant ! Car faut-il le rappeler, cette vente aux enchères est loin d'être la première. En 2006 déjà, un autre masque Fang avait atteint la somme de 4 milliards de FCFA dans une opération similaire en France, établissant un record en la matière. Pour ne citer que cet exemple.

Vivement que le réveil des autorités publiques, quoique tardif, aboutisse à un changement radical de notre politique culturelle. Notamment au sujet de ces biens culturels spoliés. Il en va de notre «gabonitude». Car comme le rappelait si bien Ellen KEY, « la culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié ».

Fred EYO'O

► DÉCOUVERTE

Hôpital de Bongolo

L'action missionnaire au service du peuple de Dieu.

Dans le département de la Louétsi - Wano dont Lébamba est le chef-lieu, il y a une œuvre missionnaire qui a fait la réputation du quartier Bongolo, l'Eglise de l'Alliance Chrétienne et Missionnaire du Gabon. Cette mission est le fruit de la rencontre entre Donald FAIRLY, pasteur évangélique et missionnaire américain et le chef coutumier BOUDIONGO en 1934. De cette rencontre marquant la naissance de l'église de l'Alliance Chrétienne et Missionnaire du Gabon à ce jour, Bongolo jouit d'une renommée mondiale du fait de l'installation de l'hôpital éponyme.

Au début des années 1930, alors que le Gabon est encore un territoire de l'Afrique Equatoriale Française (AEF) et pendant que l'implantation missionnaire bas également son plein, la Christian and Missionary Alliance Of America (Mission de l'Alliance Chrétienne Américaine) est tout aussi employé à apporter sa lecture des Evangiles aux peuples d'Afrique dont du Gabon. C'est ainsi que par l'entremise des missionnaires de l'Eglise Evangélique de Libreville, qui éprouvent des difficultés à s'avancer dans l'arrière-pays, notamment dans le Sud du pays et la région de la Ngounié du fait de nombreux obstacles, il sera demandé au Révérend Pasteur FAIRLY de passer la frontière du Moyen - Congo à la fin de sa mission à Brazzaville pour le Sud du Gabon.

C'est ainsi qu'en 1933, le Pasteur Donald FAIRLY, accompagné de sa femme Dorothey, atteignent Lébamba. En 1934, il prend attache avec le chef coutumier, BOUDIONGO, chef de terre à Bongolo. Très vite, les deux hommes se comprennent et des accords sur une table en pierre aux abords des chutes de la rivière Louétsi. « Par ces accords, le chef BOUDIONGO s'engage à céder ses terres cultivables pour l'établissement de la Mission évangélique dans le sud du Gabon. Malgré une vive opposition de la part des chefs de la région et même de son propre peuple, le chef coutumier BOUDIONGO ne reviendra pas sur sa décision. Au contraire, il encourage FAIRLY et PIERSON à établir rapidement leur Mission sur le site de Bongolo, qui



leur sera cédé par les autorités grâce à sa recommandation. »

L'obtention des différentes autorisations de l'administration et le soutien du chef coutumier permettra au couple FAIRLY d'entamer l'œuvre missionnaire et la construction de la première église avec le soutien des autochtones. Au regard de l'environnement hostile, les FAIRLY avaient en prévision une boîte à pharmacie de taille familiale. Mais, c'est cette dernière qui posa les bases de la construction de l'Hôpital de Bongolo. Le couple la mettra à la disposition pour soigner les populations locales. Ainsi, ils réussiront à en

faire un dispensaire jusqu'aux années 1970. Le maintien de l'offre de soins au sein de la mission de Bongolo, suffira à convaincre la Christian and Missionary Alliance Of America d'envoyer une mission médicale conduite par le Docteur David THOMPSON en 1977. L'arrivée de ce dernier va accélérer le processus de transformation du dispensaire de la mission de Bongolo en hôpital. Il y sera bâti une maternité, un service de chirurgie – qui sera aux fondements de la création de l'Académie Panafricaine des Chirurgiens Chrétiens (PAACS) par le Dr THOMPSON ; des services de médecine, pédiatrie, stomatologie, un laboratoire, etc... L'excellence des soins

dispensés aux patients a su faire la réputation de l'Hôpital de Bongolo au point où il rivalise en réputation avec l'Hôpital Schweitzer de Lambaréné auprès de la population aussi bien au Gabon que dans la sous-région. Pour les besoins de service, l'école primaire construite par Austin PARLIMAN, a été transformée en école de santé. ●

Gloire Z.N

ZOOM SUR ...



Entrepreneur social, acteur de la société civile, coach spécialisé en accompagnement scolaire et étudiants, consultant en stratégie et développement de projet et vice-président du conseil national de la jeunesse du Gabon, Fresnel MAMBOUNDOU est engagé depuis 10 ans pour la promotion des talents et fait partie de ces jeunes gabonais qui œuvrent dans l'entrepreneuriat social solidaire.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes connu pour votre engagement au sein des mouvements de jeunesse. Pouvez-vous dire à nos lecteurs qui est Fresnel MAMBOUNDOU ? Quel a été votre parcours ? Qu'est-ce qui vous passionne et quelles sont vos ambitions ?

Fresnel MAMBOUNDOU

Fresnel MAMBOUNDOU est un jeune gabonais engagé dans la société civile sur les questions d'éducation et de développement. Diplômé en ingénierie pétrolière à l'institut supérieur d'ingénierie, consultant en stratégie et développement de projet, coordinateur de plusieurs projets d'impacts destinés aux jeunes et actuellement vice-président du Conseil National de la Jeunesse. Je suis passionné par tout ce qui concourt à l'amélioration des connaissances et des

compétences. Mon ambition, je dirais même ma vision, est de voir le jeune gabonais, le jeune Africain, resplendir de ses valeurs, être un véritable acteur, un artisan du développement de notre continent. Qu'il soit associé de la conception à l'évaluation en passant par l'élaboration et la mise œuvre des projets qui le concerne. Je pense que l'éducation et la formation restent les principaux leviers pour atteindre cette aspiration.

ENOROMI MAGAZINE

Du leadership civique à l'entrepreneuriat social solidaire, comment saute-t-on le pas ?

Fresnel MAMBOUNDOU

C'est plutôt l'inverse. Sorti de l'école pendant la crise du secteur pétrolier et, n'ayant pas trouvé de travail, sur

les conseils de mon ami Boris Barthel OBIANG, j'ai décidé de sortir du tiroir un projet que nous avons depuis le lycée et de me lancer dans l'entrepreneuriat. Très vite nous avons compris que notre projet n'était pas un projet économique et donc qu'on devrait plutôt s'orienter vers une autre branche de l'entrepreneuriat : l'entrepreneuriat social et solidaire. En effet les questions que nous abordions dans nos programmes étaient d'ordre social car notre ambition était de contribuer à la réduction du taux d'échec et d'abandon scolaires faisant ainsi de nous, des personnes engagées de la société civile.

ENOROMI MAGAZINE

L'ODD 8 du programme des Nations unies à l'horizon 2030 préconise un travail décent pour tous, notamment pour

les jeunes. Quelle est votre contribution au niveau national pour l'atteinte de cet objectif ?

Fresnel MAMBOUNDOU

Avec CLAP TUTORING, nous agissons d'abord en termes de sensibilisation par le biais des campagnes, ateliers, séminaires ou programmes afin de les emmener à prendre conscience que ce n'est qu'en acquérant continuellement des compétences qu'ils pourront saisir des opportunités professionnelles. Accroître ses compétences est la première façon d'obtenir un emploi. Ils doivent également adopter une attitude orientée vers la culture du mérite et du travail sérieux et rigoureux.

Puis, il y a l'accompagnement autrement dit le mentoring. Les jeunes que nous encadrons ont besoin d'être accompagnés. Lorsque nous sommes au niveau de l'identification des objectifs et des compétences nécessaires pour les atteindre, nous sommes en phase de coaching. Nous les incitons également à entreprendre, les orientons et suivons régulièrement leurs progrès auprès des structures spécialisées dans l'accompagnement des jeunes porteurs de projet.

Au niveau institutionnel, nous faisons des plaidoyers auprès des autorités compétentes pour une réelle transparence du marché du marché de l'emploi et des marchés publics au Gabon ; pour la mise en application de toutes les politiques en faveur de l'insertion et la réinsertion des jeunes. Tout ce travail, nous le faisons dans le cadre du programme «Clap Angel's carrière et avenir» initié en 2018. Ce programme, en résumé, consiste en ce que nous appelons les « 4 i » : Informer ; Inspirer ; Impliquer, Innover. Nous travaillons sur trois axes : la promotion et la valorisation des différents corps de métiers ; l'incitation à l'entrepreneuriat et l'accompagnement des talents.

ENOROMI MAGAZINE

La voix des jeunes pour le développement durable. Quels résultats concrets attendez-vous avec ce projet ?

Fresnel MAMBOUNDOU

Que les jeunes comprennent et s'approprient les enjeux liés aux objectifs de développement durable puis qu'ils s'engagent pour l'atteinte de ces objectifs. Le Gabon doit tirer profit de son dividende démographique, l'heure



est à la compétitivité, dans le concert des nations le Gabon immortel doit demeurer digne d'envie. Cela ne sera définitivement possible que si sa plus puissante arme, sa jeunesse, est à 100% engagée et incluse dans l'ensemble des processus de développement et de prise de décisions. Il faut donc que les jeunes comprennent l'ensemble des enjeux mondiaux portés par l'Agenda 2030 des Nations unies ; les enjeux continentaux portés par l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, mais également des enjeux du développement national portés par le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE).

Vous l'avez compris, ce programme initié avec d'autres organisations de jeunesse, à l'instar de AIESEC Gabon et de PAYN-COP Gabon, vise trois axes principaux : l'appropriation des ODD, l'adhésion des jeunes à ces enjeux mondiaux et l'accélération dans leur mise en œuvre.

ENOROMI MAGAZINE

Vous êtes le coordonnateur général de «Clap Tutoring», une autre corde à votre arc. De quoi s'agit-il exactement ?

Fresnel MAMBOUNDOU

«Clap Tutoring» est une entreprise sociale spécialisée dans le coaching et le suivi scolaire. Nous avons initié cette plateforme au terme de ma formation supérieur en ingénierie pétrolière. Clap Tutoring accompagne les élèves et les étudiants dans l'atteinte de leurs objectifs scolaire via une approche qui prend en compte les dimensions psychologique, pédagogique et sociale, car l'échec

ou l'abandon scolaire n'est pas seulement lié à l'incapacité des élèves et des étudiants à acquérir des savoirs et des savoir-faire, c'est aussi lié à d'autres facteurs tels que la motivation, la confiance en soi, la concentration, la gestion du stress et certaines croyances. Nous œuvrons plus globalement à l'identification, au développement et à la valorisation des talents.

ENOROMI MAGAZINE

Un mentor, une personne qui vous inspire ?

Fresnel MAMBOUNDOU

J'en ai plusieurs, mais il faut citer un nom, je dirais Monsieur Sylvère BOUSSAMBA, Fintech entrepreneur, fondateur Start X 241, de l'Ecole 241, École 241 Business & Finance, co-fondateur Digitech Africa.

ENOROMI MAGAZINE

Quel est le meilleur conseil que l'on vous ait donné ?

Fresnel MAMBOUNDOU

« Mets Dieu en premier dans tout ce que tu fais. »

ENOROMI MAGAZINE

Celui que vous donnez le plus souvent ?

Fresnel MAMBOUNDOU

« L'échec n'existe pas. Il n'y a que des personnes qui n'ont pas encore réussi. La seule façon d'échouer, c'est d'abandonner. » ●

Propos recueillis par
Brice GOTOA



► INTERNATIONAL

CÉLIBAT DES PRÊTRES DANS L'ÉGLISE CATHOLIQUE

La réforme impossible ?

Les responsables de l'Église catholique congolaise ont décidé de mettre de l'ordre dans leurs rangs avant la visite programmée du pape François. Réunis au sein de la puissante CENCO, les évêques ont appelé les prêtres ayant des enfants à se retirer de leurs charges ecclésiales sous peine d'exclusion. Pourquoi ce phénomène existe-t-il dans l'Église catholique romaine ? Le célibat des prêtres doit-il être relevé ? Décryptage.

L'église catholique romaine du Congo lance la charge

La nouvelle a rendu des millions de Congolais catholiques heureux. En effet, le 3 mars 2022, la République Démocratique du Congo (RDC) et la nunciature apostolique du Congo ont annoncé la visite apostolique du pape François du 2 au 5 juillet 2022. Avec une population de plus de 80 millions d'habitants, l'Église catholique revendique 40% de fidèles du plus grand pays d'Afrique centrale. C'est la troisième fois qu'un pape vient en RDC après les visites de Jean Paul II en 1980 et 1985.

Depuis lors, le pays aura connu 2 guerres civiles et de nombreuses périodes d'instabilité. C'est dans la foulée des préparatifs de cette arrivée que la Conférence épiscopale de la République Démocratique du Congo (CENCO) vient de jeter un pavé dans la mare. Dans un document officiel interne de 19 pages publié le 3 mars 2022 et signé par les 47 évêques des diocèses du pays dont de nombreuses agences d'information ont pu prendre connaissance, la CENCO a demandé à tout prêtre catholique ayant un enfant à abandonner son sacerdoce.

Le document intitulé « A l'école de Jésus-Christ. Pour une vie sacerdotale authentique » est non seulement une exhortation à la chasteté sacerdotale, mais également une interrogation sur les droits des enfants issus d'unions entre prêtres et femmes laïques. Pour la CENCO, il s'agit de « briser le silence » par rapport à ces expériences douloureuses en rappelant qu'au sein de la société congolaise, les personnes nées d'une relation entre une femme et un prêtre « sont stigmatisées ».

Bien que les évêques aient exprimé leur joie de voir que beaucoup

de prêtres vivre encore fidèlement leurs engagements sacerdotaux, ils fustigent cependant les attitudes qui prévalent dans certains milieux où les interdits sexuels n'existent pas et qui perturbent ainsi les prêtres dans l'exercice de leurs charges sacerdotales. La CENCO justifie en outre sa décision en se basant d'une part sur les droits et obligations des parents à l'égard de leurs familles, mais d'autre part sur l'incompatibilité de charge de père de famille avec le ministère et vie sacerdotale en régime catholique romain.

Ainsi pour être un bon père de famille, les prêtres congolais proposent que le prêtre soit déchargé de ses obligations sacerdotales pour se consacrer pleinement à l'éducation et à la prise en charge de sa progéniture. Dans le cas où le prêtre ayant des enfants refuserait de demander la dispense des obligations cléricales, il reviendrait alors à l'évêque de son diocèse de présenter le cas au Vatican afin de procéder à son renvoi de l'Église catholique romaine. Bien qu'il n'ait pas été mentionné de date butoir aux prêtres indécis, cette annonce a quand fait l'effet d'une bombe. Le phénomène de prêtres ayant des enfants ne se limite pas qu'en RDC, mais bien dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et interroge sur le célibat des prêtres au sein de l'Église catholique romaine.

La problématique du célibat des prêtres dans l'église

La question du célibat des prêtres a commencé à se poser dès les origines de l'église. En effet, le célibat est une obligation qui s'est progressivement imposée chez les catholiques romains comme une discipline, car le mariage est apparu comme concurrençant la mission ecclésiale dévolue aux clercs. Puis l'engagement d'abord des moines à travers la prononciation

du vœu de chasteté (IIIe et IVe siècle) et par la suite celle des prêtres qui va la rendre obligatoire dans toute l'Europe. Bien que mariés dans les premières communautés chrétiennes, les prêtres demeuraient entièrement consacrés à leur sacerdoce. La sexualité, bien que considérée comme un obstacle à la pratique sacerdotale, restait largement pratiquée chez les prêtres. Nombreux parmi eux étaient mariés et avaient une famille.

Ainsi Saint Grégoire DE NAZIANZE (329-390) était fils d'évêque de même que de nombreux papes et évêques de l'époque. Malheureusement, on vit apparaître par la suite de véritables dynasties au sein de l'église. Les enfants de prêtres héritaient des charges ecclésiastiques de leurs parents et n'hésitaient pas à dilapider les biens de l'église. C'est à cause de ces dérives que furent faites les premières grandes réformes de l'église au XIe siècle. Lors du deuxième concile du Latran (1139), l'église grégorienne impose le célibat. Désormais, celui qui veut être ordonné doit d'abord s'engager à demeurer célibataire et les hommes déjà mariés ne pourront plus être ordonnés.

En dépit de la naissance du protestantisme par Martin LUTHER qui prône le mariage des hommes d'Église, le célibat est confirmé par le Concile de Trente (1545-1563). Tous les papes qui se sont succédé par la suite n'auront cessé de rappeler leur attachement au célibat des prêtres. Le code de droit canonique (promulgué en 1983), au canon 277, dispose justement que les clercs sont « tenus par l'obligation de garder la continence parfaite et perpétuelle à cause du Royaume des Cieux, et sont donc astreints au célibat, don particulier de Dieu par lequel les ministres sacrés peuvent s'unir plus facilement au Christ avec un cœur sans partage et s'adonner plus librement au service de Dieu et des hommes ».

En 1968, le pape Paul VI annonçait fièrement : « Je préfère donner ma vie que de changer la loi du célibat ». De même, Jean Paul II disait en 1999 : « Le célibat sacerdotal, la discipline de la prière, la simplicité de vie et l'habit ecclésiastique sont des signes évidents que le prêtre est l'homme placé à part pour le service de l'Évangile ». Mais quelle est la position des autres églises et des religions juives et musulmanes sur cette question ?



Le mariage des hommes d'église dans les autres religions

Dans l'Église catholique orthodoxe, les règles sont différentes. En effet, un homme déjà marié peut être ordonné prêtre (ou pope). En revanche, ils ne peuvent ni divorcer ni se remarier et seuls les popes célibataires peuvent devenir des évêques. Dans certaines églises orientales (maronites) ou anglicanes, les prêtres sont autorisés à se marier. Il en est de même au sein des religions juives et musulmanes où il est même fait obligation aux rabbins et aux imams d'être mariés. Dans les églises luthériennes, la fonction pastorale ne relève pas du sacré et à ce titre, le pasteur a le droit de se marier comme tout homme. L'église catholique de Rome reste encore une des rares à faire du célibat une règle de discipline en raison de la dimension sacrée du prêtre. Cependant, des voix différentes commencent à s'élever pour demander à du changement à Rome.

La proposition du synode sur l'Amazonie

En 2019, les évêques d'Amérique du Sud ont fait une proposition audacieuse au Vatican. En effet, réunis lors du synode sur l'Amazonie, les prélats sud-américains sont revenus sur la question en demandant au pape François de permettre l'ordination des hommes mariés. Ces derniers seraient sélectionnés par leurs communautés, pourront recevoir une formation adéquate au presbytérat à condition d'avoir une famille légalement constituée et stable. Les chrétiens d'Amazonie sont parfois confrontés à la rareté des prêtres sur le terrain. Le continent qui compte de plus de chrétiens au monde ne dispose hélas pas de suffisamment de prêtres pour donner les sacrements,



assurer les cultes religieux et faire les confessions des fidèles, car les hommes disponibles sont pour la plupart déjà mariés ou en couple. C'est pour pallier ce déficit que les évêques d'Amérique du Sud ont fait cette proposition d'ordonner les hommes mariés. Malheureusement, le Saint-Père n'a toujours pas donné suite à cette proposition des 9 pays d'Amazonie, mais nul doute que cette problématique refera surface tôt ou tard.

La posture très conservatrice du Vatican sur le célibat des prêtres

Depuis ces dernières décennies avec l'avancée des églises dites charismatiques à travers le monde et le nombre sans cesse décroissant de nouvelles ordinations de prêtres, l'Église catholique romaine est à la croisée des chemins. En gardant une

position conservatrice sur non seulement la question du célibat, elle ferme une possibilité de rendre de réformes sur cette question. Or, la position de l'Église catholique romaine est attendue vraiment attendue sur cette question tout comme le débat sur les femmes diacones. Elle doit désacraliser la fonction du prêtre pour pouvoir sortir de cette situation archaïque, mais comme on vient de le voir en RD-Congo, les veilles pratiques ont encore de beaux jours devant elles. Le Réforme sur le célibat des prêtres catholiques n'est pas du tout à l'ordre du jour ni aujourd'hui ni demain. ●

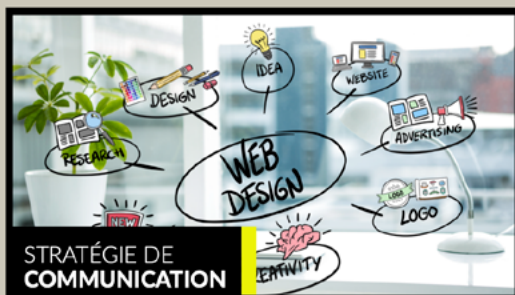
Jean Paul Augé OLLOMO

SERVICES PRESTIGES INTERNATIONAL



Relations publiques - Communication - Marketing

+241 62 26 26 00



**STRATÉGIE DE
COMMUNICATION**



ÉDITION



**GRAPHIC
DESIGN**



**SPOT
PUBLICITAIRE**



**RELATIONS
MEDIA/PRESSE**

STRATÉGIE DE COMMUNICATION

Mise en œuvre
Elaboration des axes de communication
Choix des canaux de planification des actions de communication

ÉDITION

Journaux d'entreprises
Magazines
Rapports annuels

SPOT PUBLICITAIRE

Spot TV et Radio
Spot d'Affiche
Video

GRAPHIC DESIGN

Charte graphique
Identité visuelle
Marketing et Publicité

RELATIONS MEDIA/PRESSE

Plan media
Dossier de conference de presse
Communication digitale

**Moov
Africa**

Gabon Telecom



er

**EN AFRIQUE
CENTRALE**

LE MEILLEUR DU
TRÈS HAUT
DÉBIT

Jusqu'à
500 Mb/s



MoovBOX

moov-africa.ga